

# Recueil statistique de l'assurance vieillesse des professions libérales

*Edition 2019*



**CNAVPL**

# ASSURANCE VIEILLESSE DES PROFESSIONS LIBERALES

## RECUEIL STATISTIQUE 2019

### **AVIS AUX LECTEURS**

*Cette publication, poursuivant un objectif de vulgarisation de l'ensemble des textes qui régissent l'assurance vieillesse et invalidité des membres des professions libérales, ne prétend pas à l'exhaustivité et n'a nullement vocation à se substituer à l'information délivrée par les sections professionnelles de l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales à leurs adhérents.*

*En conséquence, la responsabilité civile de la CNAVPL ne saurait être engagée, en raison d'une interprétation erronée ou d'une erreur de transcription des textes reproduits susceptibles de causer un préjudice quelconque à un assuré social, dans le cadre de l'application des règles de la responsabilité civile délictuelle ou quasi-délictuelle (article 1382 et suivants du code civil).*

**La reproduction et l'adaptation, en totalité ou par extraits, de ce document nécessitent l'autorisation préalable de la CNAVPL et la mention d'origine.**



# Préambule

*L'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales a été instituée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 codifiée depuis dans le livre VI du code de la sécurité sociale. Elle comprend la caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales et dix sections professionnelles.*

*L'article L. 640-1 du code définit le champ d'application de l'organisation.*

*Sont affiliées aux régimes d'assurance vieillesse et invalidité-décès des professions libérales les personnes exerçant l'une des professions suivantes :*

*1°) médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme, pharmacien, auxiliaire médical ;*

*2°) notaire, huissier de justice, personne ayant la qualité de commissaire-priseur judiciaire ou habilité à diriger les ventes dans les conditions prévues à l'article L. 321-4 du code de commerce, syndic ou administrateur et liquidateur judiciaire, agréé, greffier, expert devant les tribunaux, personne bénéficiaire de l'agrément prévu par l'article L. 472-1 du code de l'action sociale et des familles, courtier en valeurs, arbitre devant le tribunal de commerce, artiste non mentionné à l'article L. 382-1, ingénieur-conseil, architecte, géomètre, expert-comptable, vétérinaire, agent général d'assurances ;*

*3°) et d'une manière générale, toute personne autre que les avocats, exerçant une activité professionnelle non-salariée et qui n'est pas assimilée à une activité salariée pour l'application du livre III du présent code, lorsque cette activité ne relève pas d'une autre organisation autonome en vertu des articles L. 622-3, L. 622-4, L. 622-6 ou d'un décret pris en application de l'article L. 622-7.*

*Le nombre de sections professionnelles a évolué depuis 1948 en plusieurs étapes.*

*La section professionnelle des avocats (75 L. 01) a été disjointe par décret n° 54-1253 du 22 décembre 1954 et constitue un régime séparé de l'organisation. Les conseillers juridiques ont quitté la CIPAV pour rejoindre la CNBF le 1<sup>er</sup> janvier 1992.*

*La section professionnelle des gens de lettres (75 L. 16) n'a jamais fonctionné.*

*Les ministres du culte catholique, qui devaient constituer une section professionnelle, ont été, sur leur demande, exclus de l'organisation par la loi n° 50-222 du 19 février 1950.*

*La loi n° 75-1348 du 31 décembre 1975 (article L. 382-1 et suivants du code de la sécurité sociale) a prévu que les artistes auteurs d'oeuvres littéraires et dramatiques, musicales et chorégraphiques, audiovisuelles et cinématographiques, graphiques et plastiques, seraient affiliés au régime général de la sécurité sociale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977. En application de cette loi, le décret n° 77-221 du 8 mars 1977 a supprimé les sections des arts graphiques et plastiques (75 L.10) (CAVAR) et des musiciens et auteurs (CAVMU) (75 L.12) pour instituer la caisse de retraite de l'enseignement et des arts appliqués (CREA) qui reprend le numéro 75 L.18.*

*Le décret 77-1324 du 22 novembre 1977 a fusionné les sections des architectes (CA AVA) et des ingénieurs techniciens experts et conseils (CAVITEC) pour donner naissance à la caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV) qui a pris le numéro 75 L.19.*

*Par les décrets 99-912 et 99-913 du 21 octobre 1999, la caisse autonome de retraite des géomètres-experts, experts agricoles et fonciers (CARGE) a été intégrée au sein de la caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse.*

*Le 1<sup>er</sup> janvier 2004, la CREA a été intégrée dans la CIPAV (décrets n° 2004-460 et 2004-461 du 27 mai 2004).*

*Le 1<sup>er</sup> janvier 2009, la CARCD et la CARSAF ont fusionné en une caisse unique, la CARCDSF (décret n° 2008-1421 du 19 décembre 2008).*

## LISTE DES CAISSES ET DES PROFESSIONS DE L'ORGANISATION AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2019

### CPRN CAISSE DE PREVOYANCE ET DE RETRAITE DES NOTAIRES

43 avenue Hoche - 75008 PARIS  
Tél. : 01 53 81 75 00 - Fax : 01 45 72 09 05  
Internet : [www.cprn.fr](http://www.cprn.fr) - E-mail : [retraite@cprn.fr](mailto:retraite@cprn.fr)

*Professions :*

- *Notaires*

### CAVOM CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES OFFICIERS MINISTERIELS, OFFICIERS PUBLICS ET DES COMPAGNIES JUDICIAIRES

9 rue de Vienne - 75403 PARIS CEDEX 08  
Tél. : 01 44 95 68 00 cotisations - 01 44 95 68 01 retraites/prestations  
Fax : 01 44 95 68 08  
Internet : [www.cavom.org](http://www.cavom.org) - E-mail : [contact@cavom.fr](mailto:contact@cavom.fr)

*Professions :*

- *Huissiers de justice*
- *Commissaires-Priseurs judiciaires*
- *Administrateurs judiciaires*
- *Mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises*
- *Greffiers près les Tribunaux de commerce*
- *Arbitres près les Tribunaux de commerce*

### CARMF CAISSE AUTONOME DE RETRAITE DES MEDECINS DE FRANCE

46 rue Saint Ferdinand - 75841 PARIS CEDEX 17  
Tél. : 01 40 68 32 00 - Fax affiliés : 01 40 68 33 63 - Fax allocataires : 01 40 68 33 34  
Internet : [www.carmf.fr](http://www.carmf.fr) - E-mail : [affiliations.cotis@carmf.fr](mailto:affiliations.cotis@carmf.fr)  
[allocataires@carmf.fr](mailto:allocataires@carmf.fr)

*Professions :*

- *Docteurs en médecine*

### CARCDSF CAISSE AUTONOME DE RETRAITE DES CHIRURGIENS DENTISTES ET DES SAGES-FEMMES

50 avenue Hoche - 75381 PARIS CEDEX 08  
Tél. : 01 40 55 42 42 - Fax : 01 42 67 43 70  
Internet : [www.carcdsf.fr](http://www.carcdsf.fr) - E-mail : [contacts@carcdsf.fr](mailto:contacts@carcdsf.fr)

*Professions :*

- *Chirurgiens dentistes*
- *Sages-femmes*

**CAVP**  
**CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES PHARMACIENS**

45 rue Caumartin - 75441 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 01 42 66 90 37 - Fax : 01 42 66 25 50  
Internet : [www.cavp.fr](http://www.cavp.fr) - E-mail : [cavp@cavp.fr](mailto:cavp@cavp.fr)

*Professions :*

- *Pharmaciens*
- *Directeurs de laboratoires d'analyses médicales non médecins*

**CARPIMKO**  
**CAISSE AUTONOME DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DES INFIRMIERS,  
MASSEURS-KINESITHERAPEUTES, PEDICURES-PODOLOGUES,  
ORTHOPHONISTES ET ORTHOPTISTES**

6 place Charles de Gaulle - 78882 SAINT-QUENTIN EN YVELINES CEDEX  
Tél. : 01 30 48 10 00 - Fax : 01 30 48 10 77  
Internet : [www.carpimko.fr](http://www.carpimko.fr)

*Professions :*

- *Infirmiers*
- *Masseurs-Kinésithérapeutes*
- *Pédicures-Podologues*
- *Orthophonistes*
- *Orthoptistes*

**CARPV**  
**CAISSE AUTONOME DE RETRAITES ET DE PREVOYANCE DES VETERINAIRES**

64 avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS  
Tél. : 01 47 70 72 53 - Fax : 01 53 24 92 17  
Internet : [www.carpv.fr](http://www.carpv.fr) - E-mail : [contact@carpv.fr](mailto:contact@carpv.fr)

*Professions :*

- *Docteurs Vétérinaires*

**CAVAMAC**  
**CAISSE D'ALLOCATION VIEILLESSE DES AGENTS GENERAUX  
ET DES MANDATAIRES NON SALARIES D'ASSURANCE ET DE CAPITALISATION**

30 rue Olivier Noyer - CS N° 51432 - 75676 PARIS CEDEX 14  
Tél. : 01 81 69 36 00 - Fax : 01 81 69 35 90  
Internet : [www.cavamac.fr](http://www.cavamac.fr) - E-mail : [relations.agents@cavamac.fr](mailto:relations.agents@cavamac.fr)

*Professions :*

*Personnes exerçant l'activité d'agent général d'assurances à titre libéral ou au sein d'une société de capitaux en qualité de :*

- *Associé gérant de SARL*
- *Associé commandité gérant de société en commandite par actions*
- *PDG ou DG de SA*

## CAVEC

### CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES EXPERTS-COMPTABLES ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

48 bis rue Fabert - 75007 PARIS  
Tél. : 01 80 49 25 25 - Fax : 01 80 49 25 26  
Internet : [www.cavec.fr](http://www.cavec.fr) - E-mail : [contact@cavec.fr](mailto:contact@cavec.fr)

#### *Professions :*

- *Experts-Comptables inscrits à l'une des sections du Tableau de l'Ordre suivant les dispositions de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 modifiée*
- *Les Commissaires aux comptes exerçant leur profession à titre indépendant dans les conditions déterminées par le décret n° 69-810 du 12 août 1969*
- *Les personnes autorisées à exercer les professions énumérées ci-dessus en application de l'article 26 de l'ordonnance précitée du 19 septembre 1945*

## CIPAV

### CAISSE INTERPROFESSIONNELLE DE PREVOYANCE ET D'ASSURANCE VIEILLESSE

9 rue de Vienne - 75403 PARIS CEDEX 08  
Tél. : 01 44 95 68 20 - Fax : 01 53 75 20 41  
Internet : [www.lacipav.fr](http://www.lacipav.fr)

#### *Professions :*

*Les personnes qui exercent à titre libéral les professions suivantes : architecte, architecte d'intérieur, économiste de la construction, maître d'œuvre, géomètre, ingénieur conseil, moniteur de ski, guide de haute montagne, accompagnateur de moyenne montagne, ostéopathe, psychologue, psychothérapeute, ergothérapeute, diététicien, chiropracteur, artiste non créateur d'œuvres originales, expert en automobile, expert devant les tribunaux, guide conférencier, mandataire judiciaire à la protection des majeurs.*

*Ce nouveau périmètre des professions relevant de la CIPAV est issu de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018. Il s'applique depuis le 1er janvier 2018 pour les micro-entrepreneurs et depuis le 1er janvier 2019 pour les professionnels libéraux classiques. Le nouveau périmètre est précisé à l'article L. 640-1 du code de la sécurité sociale.*

## CNAVPL

### CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES PROFESSIONS LIBERALES

102 rue de Miromesnil - 75008 PARIS  
Tél. : 01 44 95 01 50 - Fax : 01 45 61 91 37  
Internet : [www.cnavpl.fr](http://www.cnavpl.fr)

# **REGIME D'ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE**

## ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE GENERALITES

L'objet initial des sections professionnelles de l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales était de servir, sous certaines conditions, une allocation vieillesse dont le taux était fixé à la moitié de celui de l'Allocation aux Vieux Travailleurs Salariés (AVTS).

Par le décret n° 62-439 du 14 avril 1962, ce taux a été porté au même niveau que celui de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1978, les périodes d'activité supérieures à 15 ans sont prises en compte.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1983, la condition de 15 années d'activité est supprimée pour l'octroi d'une pension et le montant de l'allocation est donc égal à 1/15<sup>ème</sup> d'AVTS par année cotisée.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1993 (loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), une fraction de la cotisation du régime de base est devenue proportionnelle aux revenus, dans la limite de 5 fois le plafond de la sécurité sociale.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2004 (loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites), la cotisation est entièrement proportionnelle aux revenus non salariés divisés en 2 tranches. Chaque tranche est affectée d'un taux de cotisation. Les droits sont proportionnels.

Les conjoints collaborateurs non affiliés à un régime d'assurance vieillesse pouvaient adhérer, à titre volontaire, au régime vieillesse de base depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1989. L'article 12 de la loi du 2 août 2005 en faveur des PME rend obligatoire le choix pour le conjoint du chef d'entreprise entre les statuts de conjoint collaborateur, conjoint salarié ou conjoint associé. Ce nouveau statut est entré en application à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

Les décrets n° 2007-582 du 19 avril 2007 relatif aux cotisations d'assurance vieillesse des conjoints collaborateurs des professionnels libéraux et n° 2011-699 du 20 juin 2011 relatif aux régimes d'assurance invalidité-décès des professionnels libéraux et de leurs conjoints collaborateurs ont complété les décrets instituant les régimes complémentaires et les régimes invalidité-décès afin de rendre effectif l'accès des conjoints ou pacsés collaborateurs à ces régimes et de fixer la cotisation au quart ou à la moitié de celle due par le professionnel.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 (décret n°2014-1413 du 27 novembre 2014), les paramètres du régime d'assurance vieillesse de base des professionnels libéraux ont été réformés. Le plafond de la première tranche de revenus est porté de 85% à 100% du plafond annuel de la sécurité sociale. La seconde tranche de revenus est comprise entre 0 et 5 fois le plafond de la sécurité sociale. Le taux de la première tranche est de 8,23%, celui de la seconde tranche est de 1,87%.

Le décret n°2017-301 du 8 mars 2017 prévoit que la base de cotisation forfaitaire de 2<sup>ème</sup> année d'activité est alignée sur celle de 1<sup>ère</sup> année (19% du PSS). Toutefois cette mesure s'applique à compter des créations d'entreprises intervenues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ; les assurés qui sont en 2<sup>ème</sup> année d'activité en 2017 ne sont donc pas concernés.

# ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE PENSIONS

## DROITS DES TITULAIRES

Historique des décret n° 49-456 du 30 mars 1949 codifié dans le livre VI titre IV chapitre 3 section 2 du CSS, loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, décret n° 2004-460 et décret n° 2004-461 du 27 mai 2004, loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites, décret n° 2010-1734 du 30 décembre 2010, décret n° 2011-620 du 31 mai 2011, décret n° 2011-916 du 1<sup>er</sup> août 2011, loi n° 2011-1906 de financement de la sécurité sociale du 21 décembre 2011, et loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites n°2014-14 du 20 janvier 2014, décret n° 2014-1413 du 27 novembre 2014.

### *Âge légal de départ à la retraite*

Date de naissance	Âge légal de départ à la retraite	Âge légal de départ à la retraite au taux plein	Durée d'assurance au taux plein (en trimestres)
Avant 1949	60 ans	65 ans	160
1949	60 ans	65 ans	161
1950	60 ans	65 ans	162
1 <sup>er</sup> semestre 1951	60 ans	65 ans	163
2 <sup>ème</sup> semestre 1951	60 ans et 4 mois	65 ans et 4 mois	163
1952	60 ans et 9 mois	65 ans et 9 mois	164
1953	61 ans et 2 mois	66 ans et 2 mois	165
1954	61 ans et 7 mois	66 ans et 7 mois	165
1955-1956-1957	62 ans	67 ans	166
1958-1959-1960	62 ans	67 ans	167
1961-1962-1963	62 ans	67 ans	168
1964-1965-1966	62 ans	67 ans	169
1967-1968-1969	62 ans	67 ans	170
1970-1971-1972	62 ans	67 ans	171
1973 et plus	62 ans	67 ans	172

## Age minimum de liquidation d'une pension pleine

### ► *Principe*

L'affilié bénéficie d'une pension pleine dès l'âge légal de départ à la retraite, s'il justifie tous régimes confondus, de la durée d'assurance nécessaire à l'obtention d'une pension pleine.

### ► *Cas particuliers où l'affilié bénéficie d'une pension pleine*

- Avant l'âge légal de départ à la retraite :
  - s'il a commencé son activité très jeune et a acquis un certain nombre de trimestres, ou
  - s'il a accompli, dans le régime de retraite de base des professions libérales et, le cas échéant dans un ou plusieurs autres régimes obligatoires, tout en étant travailleur handicapé, une durée d'assurance et une durée de cotisation effective minimale.
- Dès l'âge légal de départ à la retraite, quel que soit le nombre de trimestres acquis, s'il justifie être :

- totalement et définitivement inapte au travail, ou
  - invalide de guerre à 85% au moins, ou
  - titulaire de la carte de déporté ou interné de la Résistance ou de la carte de déporté ou interné politique, ou
  - ancien combattant ou ancien prisonnier de guerre, sous certaines conditions de durée de captivité ou de mobilisation, ou
  - travailleur handicapé.
- A l'âge de 65 ans, quel que soit le nombre de trimestre acquis, s'il est né à compter du 1er juillet 1951 et s'il justifie :
    - avoir interrompu au moins trente mois consécutifs son activité professionnelle en raison de sa qualité d'aidant familial, ou
    - être handicapé en étant atteint d'une incapacité permanente supérieure à 50%, ou
    - être parent d'enfant handicapé s'il peut justifier, soit d'avoir bénéficié d'au moins un trimestre d'assurance au titre de la majoration de durée d'assurance vieillesse pour enfant handicapé, soit d'avoir apporté une aide effective à son enfant bénéficiaire de la compensation de handicap, pendant une durée minimale de 30 mois, ou
    - être né entre le 1<sup>er</sup> juillet 1951 et le 31 décembre 1955 inclus et remplir les conditions cumulatives suivantes : avoir eu ou élevé au moins trois enfants ; avoir interrompu ou réduit son activité professionnelle pour se consacrer à l'éducation d'au moins un enfant ; avoir validé sous certaines conditions au moins huit trimestres.
  - A l'âge légal de départ à la retraite à taux plein.

### **Anticipation (R. 643-7 C.S.S.)**

---

Les professionnels libéraux qui souhaitent bénéficier de leur pension de retraite avant l'âge légal de départ à la retraite à taux plein mais ne disposent pas de la durée d'assurance requise (tous régimes confondus) pour l'obtention d'une pension à taux plein, se voient appliquer un coefficient de minoration de 1,25% par trimestre manquant dans la limite de 20 trimestres (25%), applicable au plus petit des nombres de trimestres manquant pour atteindre :

- l'âge légal de départ à la retraite à taux plein,
- la durée d'assurance nécessaire.

### **Prorogation (R. 643-8 C.S.S.)**

---

Aux professionnels libéraux qui demandent à bénéficier de leur pension de retraite au-delà de l'âge légal de départ à la retraite et de la durée d'assurance requise pour l'obtention du taux plein, un coefficient de majoration de 0,75% par trimestre supplémentaire cotisé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 est appliqué sur le montant de leur pension.

### **Détermination du montant de la pension**

---

Le montant de la pension est calculé au moyen de 3 paramètres :

- le nombre de points acquis par l'assuré,
- la valeur du point,
- le taux de liquidation variable en fonction de la durée d'assurance.

### **Nombre de points (D. 643-1 C.S.S.)**

---

Les trimestres validés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 sont convertis en points à raison de 100 points par trimestre.

Le nombre de points acquis est déterminé en fonction des revenus professionnels soumis à cotisations :

- de 2004 à 2014 : La cotisation maximale sur T1 permet d'acquérir 450 points, la cotisation maximale sur T2 permet d'acquérir 100 points.
- à compter de 2015 : La cotisation maximale sur T1 permet d'acquérir 525 points, la cotisation maximale sur T2 permet d'acquérir 25 points.

Pour chaque tranche, le nombre de points attribué est calculé au prorata de la cotisation et arrondi à la décimale la plus proche.

La valeur du point est fixée à **0,5708** € depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Lorsque les cotisations arriérées n'ont pas été acquittées dans le délai de cinq ans suivant la date de leur exigibilité, les périodes correspondantes ne sont pas prises en compte pour le calcul des points de retraite (R. 643-10).

### **Durée d'assurance (D. 643-3 C.S.S.)**

---

Lors de la liquidation des droits, la durée d'assurance retenue inclut les trimestres acquis au titre des autres régimes de base obligatoires.

Pour la détermination des périodes d'assurance, il y a lieu de retenir autant de trimestres que les revenus professionnels ayant servi d'assiette au calcul des cotisations représentent de fois le montant du salaire minimum de croissance en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée sur la base de 150 heures, avec un maximum de quatre trimestres par année civile d'affiliation (200 heures jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014).

Les périodes de mobilisation et de captivité mentionnées à l'article L.161-19 du code de la sécurité sociale et les périodes de service national légal sont comptées comme périodes d'assurance.

### **Majoration de durée d'assurance (L. 643-11)**

---

Pour les enfants nés ou adoptés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, une majoration de 4 trimestres d'assurance par enfant au titre de la grossesse et de l'accouchement ou des démarches d'adoption est accordée par le régime de base des professions libérales aux femmes qui ont relevé exclusivement de ce régime.

De même, une majoration de 4 trimestres d'assurance par enfant au titre de l'éducation est accordée à ces femmes, sauf manifestation du père (avant le 30/6/2015).

Pour les enfants nés ou adoptés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les majorations au titre de l'éducation ou de l'adoption pourront être attribuées à l'un ou l'autre des parents ou réparties entre eux.

### **Périodes d'exercice (D. 643-9)**

---

Lorsque les périodes d'assurance sont inférieures à quinze années et que le total de ces périodes et des périodes d'exercice\* atteint au moins quinze années, la pension de retraite qui est versée est portée à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, dont le montant est de **3 513,58** € au 1<sup>er</sup> avril 2020.

\* Périodes de l'activité libérale antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1949 ou à la date à laquelle l'activité professionnelle a été rattachée à l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales.

### **Paiement des pensions**

---

La pension est payable à terme échu chaque trimestre (mois dans certaines sections). Les premiers arrérages sont dus à compter du premier jour du trimestre civil suivant la demande de liquidation des droits (R. 643-6).

### **Précompte assurance maladie, CSG, CRDS et CASA**

---

En vertu de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 et dans le cadre du transfert des cotisations maladie sur la contribution sociale généralisée, les cotisations d'assurance maladie précomptées sur les retraites sont supprimées sauf pour certains retraités résidant à l'étranger.

Les sections prélèvent directement sur les pensions la contribution sociale généralisée (instituée par la loi de finances du 29 décembre 1990).

Le taux de la CSG est de 6,6% à compter de 2005.

Les sections prélèvent directement sur les pensions la contribution pour le remboursement de la dette sociale (créée par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996).

Le taux de la CRDS est de 0,5%. En vertu de l'article 89 de la loi de finances pour 2001, l'assiette de la CRDS est alignée sur celle de la CSG pour les pensions de retraite et d'invalidité.

Des cas d'exonération sont prévus.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2013, les sections prélèvent également la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) dont le taux est de 0,3%.

### **Limitation des cumuls retraite - activité (L.643-6)**

---

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, l'attribution de la pension de retraite de base est subordonnée à la cessation de l'activité libérale avec toutefois la possibilité d'exercer une activité libérale postérieurement à l'entrée en jouissance de la pension de retraite, celle-ci était alors servie sans cessation préalable de l'activité.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, un assuré qui a cotisé dans plusieurs régimes de base et souhaite liquider ses droits dans l'un d'eux doit cesser toutes ses activités ou les poursuivre dans le cadre du cumul emploi retraite, dans les régimes où la loi l'autorise.

#### **• Cumul partiel**

L'exercice de l'activité libérale après liquidation de la pension doit procurer des revenus nets annuels inférieurs au plafond de la sécurité sociale soit 40 524 € en 2020.

Ne sont pas pris en compte les revenus tirés d'un certain nombre d'activités à caractère artistique, littéraire ou scientifique (participation à des activités juridictionnelles, consultations, participation à des jurys de concours publics ou à des instances consultatives ou délibératives) exercées à titre accessoire avant la liquidation de la pension de retraite.

Si l'assuré exerce une activité lui procurant des revenus supérieurs à ce seuil, le service de la pension sera suspendu à due concurrence du dépassement (elle sera écartée à compter de 2016).

Mais, en vertu du décret n°2017-416 du 27 mars 2017 relatif au plafonnement du cumul d'une activité rémunérée et d'une pension de retraite et au titre de dépassements du seuil intervenus à compter de 2017, la suspension de la pension est remplacée par une réduction du montant de la pension à due concurrence du dépassement.

Les modalités de cette réduction sont fixées par le décret susvisé. Elles impliquent notamment :

- la notification du dépassement du seuil au titre de l'année N et du montant de la réduction de pension en décembre N+1 ;
- l'application de la réduction de la pension sur toute l'année civile N+2, mensuellement, de janvier à décembre, quelle que soit la période pendant laquelle le dépassement a été constaté.

#### **• Cumul intégral**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, le cumul intégral retraite-activité est possible. Il permet aux assurés de cumuler intégralement leur pension de retraite de base et le revenu de leur activité libérale sous les conditions suivantes :

- avoir liquidé leurs pensions personnelles de retraite des régimes légaux de base et complémentaires, français et étrangers ainsi que des régimes des organisations internationales ;
- avoir atteint l'âge du taux plein (67 ans pour les générations nées à partir de 1955), ou avoir atteint l'âge de départ à la retraite (62 ans pour les générations nées à partir de 1955) et justifier

de la durée d'assurance requise pour bénéficier d'une pension à taux plein.

Si ces conditions ne sont pas remplies, le dispositif de cumul partiel continue de s'appliquer.

Toutefois l'assuré peut cumuler intégralement sa retraite de base liquidée à taux plein et ses revenus d'activité sans avoir liquidé les pensions des régimes dans lesquels il n'a pas encore atteint l'âge requis pour liquider ses droits sans minoration.

Cet assouplissement concerne les périodes de cumul postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les assurés dont la première pension prend effet **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015** ne pourront plus, en cas de poursuite ou de reprise d'activité, acquérir de droits dans quelque régime légal de retraite que ce soit, de base ou complémentaire, dès lors qu'ils auront liquidé un droit propre dans un régime légal de base.

## DROITS DES CONJOINTS SURVIVANTS

Les conditions d'octroi de la pension de réversion ont été aménagées en 2004 et 2005 (articles 91 et 96 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, 65 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, du décret n° 2004-858 du 24 août 2004 et du décret n° 2005-1004 du 22 août 2005).

En cas de décès de l'assuré, la pension de réversion est versée au ou aux conjoints survivants sous condition de ressources et d'âge, au taux de 54%, sans condition de durée de mariage ou de remariage.

### Conditions de ressources

---

Les ressources comprennent les revenus professionnels, les retraites, les pensions et le patrimoine du conjoint survivant ainsi que ceux de son éventuel partenaire PACS ou concubin.

Les ressources sont examinées sur les 3 derniers mois. Elles peuvent également être appréciées, en cas de rejet, sur les 12 derniers mois. La pension est, le cas échéant, écartée.

### Plafond de ressources 2019

---

- Personne seule :
  - 5 215,60 € pour les 3 derniers mois
  - 20 862,40 € pour les 12 derniers mois (2080 fois le SMIC horaire)
- Personne en couple (suite à un remariage, un PACS ou un concubinage) :
  - 8 344,96 € pour les 3 derniers mois
  - 33 379,84 € pour les 12 derniers mois (1,6 fois le plafond prévu pour une personne seule)

La pension est révisable jusqu'à la date d'attribution de la dernière retraite personnelle de base ou complémentaire ou jusqu'à l'âge légal de départ en retraite si le conjoint survivant n'a jamais cotisé.

### Conditions d'âge

---

Le conjoint survivant peut bénéficier de la retraite de réversion à 55 ans. Cet âge peut être abaissé à 51 ans si le conjoint ou ex-conjoint est décédé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009 ou a disparu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

### Date d'entrée en jouissance (art. R. 353-7)

---

Le point de départ de la retraite de réversion peut être fixé au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant :

- le décès et, au plus tôt, au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant les 55 ans (ou 51 ans) du conjoint survivant s'il fait sa demande dans les 12 mois suivant le décès.
- le dépôt de la demande et, au plus tôt, au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant les 55 ans (ou 51 ans) du conjoint survivant s'il fait sa demande au delà des 12 mois suivant le décès.

*Important :*

Si le point de départ n'est pas fixé par le conjoint survivant, la retraite de réversion prend effet au plus tôt au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant le dépôt de la demande.

### **Majoration de la pension de réversion**

---

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les titulaires d'une pension de réversion peuvent bénéficier d'une majoration de 11,1% de leurs droits servis par le régime de base à la triple condition :

- avoir plus de 65 ans ;
- ne pas disposer de retraites de droits propres ou dérivés, de base ou complémentaires, servies par un régime français ou étranger, dont la somme serait supérieure à 862,64 € par mois, ces retraites étant retenues pour leur montant brut ;
- avoir fait liquider l'ensemble de ses droits à retraite.

### **Coordination**

---

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006 (art. R.173-17 CSS), lorsque l'assuré décédé a relevé de plusieurs régimes de base parmi le régime général, la MSA, le RSI, la CAVIMAC et la CNAVPL, les pensions de réversion de base prenant effet à compter de cette date et que le conjoint survivant perçoit de ces régimes, sont désormais retenues dans le calcul des droits à servir en fonction des ressources.

Pour l'application de cette disposition, une demande unique de retraite de réversion doit être déposée, et un régime doit être désigné pour centraliser les montants des pensions de réversion, calculer le dépassement de ressources et informer les régimes en cause en vue de la répartition du dépassement. Il s'agit du « régime interlocuteur unique des pensions de réversion ».

## ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE DONNEES CHIFFREES

### *Valeur de service du point*

Période de référence	Valeur de référence	Evolution	Année	Valeur annuelle	Evolution
Du 01/01/2004 au 31/12/2004	0,4840 €		2004	0,4840 €	
Du 01/01/2005 au 31/12/2005	0,4930 €	1,86%	2005	0,4930 €	1,86%
Du 01/01/2006 au 31/12/2006	0,5020 €	1,83%	2006	0,5020 €	1,83%
Du 01/01/2007 au 31/12/2007	0,5120 €	1,99%	2007	0,5120 €	1,99%
Du 01/01/2008 au 31/08/2008	0,5180 €	1,17%			
Du 01/09/2008 au 31/12/2008	0,5220 €	0,77%	2008	0,5193 €	1,43%
Du 01/01/2009 au 31/03/2009	0,5220 €	0,00%			
Du 01/04/2009 au 31/03/2010	0,5272 €	1,00%	2009	0,5259 €	1,26%
Du 01/04/2010 au 31/03/2011	0,5320 €	0,91%	2010	0,5308 €	0,93%
Du 01/04/2011 au 31/03/2012	0,5432 €	2,11%	2011	0,5404 €	1,81%
Du 01/04/2012 au 31/03/2013	0,5547 €	2,12%	2012	0,5518 €	2,11%
Du 01/04/2013 au 30/09/2014	0,5620 €	1,32%	2013	0,5602 €	1,52%
Du 01/10/2014 au 30/09/2015	0,5620 €	0,00%	2014	0,5620 €	0,32%
Du 01/10/2015 au 30/09/2016	0,5626 €	0,11%	2015	0,5622 €	0,04%
Du 01/10/2016 au 30/09/2017	0,5626 €	0,00%	2016	0,5626 €	0,07%
Du 01/10/2017 au 31/12/2018	0,5672 €	0,82%	2017	0,5638 €	0,21%
Du 01/01/2019 au 31/12/2019	0,5690 €	0,32%	2018	0,5672 €	0,60%
A partir du 01/01/2020	0,5708 €	0,32%	2019	0,5690 €	0,32%

### *Ventilation des prestations du régime de base émises en 2018*

Régime de base (en K€)	Titulaires	Titulaires L. 643-1	Conjoints coexistants	Conjoints survivants	Conjoints collaborateurs	Total
CPRN	34 652	-	-	4 447	43	39 142
CAVOM	18 285	-	-	2 560	25	20 870
CARMF	464 379	26	-	37 892	3 606	505 903
CARCDSF	145 261	2	-	12 975	346	158 584
CAVP	130 377	1	-	7 901	680	138 959
CARPIMKO	291 611	197	-	7 586	518	299 912
CARPV	24 740	-	-	4 310	-	29 050
CAVAMAC	85 744	28	-	16 932	539	103 243
CAVEC	60 286	8	-	5 573	153	66 020
CIPAV	218 957	103	-	18 103	316	237 479
	<b>1 474 292</b>	<b>365</b>	<b>0</b>	<b>118 279</b>	<b>6 226</b>	<b>1 599 162</b>

### Pensions moyennes

Exercice	Titulaires (y compris L643-1)	Conjoints survivants	Exercice	Titulaires (y compris L643-1)	Conjoints survivants
1987	2 796,68 €	1 798,44 €	2003	3 809,38 €	2 313,45 €
1988	2 928,39 €	1 960,80 €	2004	3 874,91 €	2 363,15 €
1989	3 029,31 €	1 992,05 €	2005	3 936,36 €	2 471,59 €
1990	3 166,67 €	2 035,65 €	2006	4 017,77 €	2 538,22 €
1991	3 252,80 €	2 022,39 €	2007	4 130,33 €	2 460,72 €
1992	3 336,04 €	2 110,81 €	2008	4 160,43 €	2 623,83 €
1993	3 413,18 €	2 104,10 €	2009	4 222,09 €	2 286,47 €
1994	3 467,45 €	2 129,26 €	2010	4 247,01 €	2 436,73 €
1995	3 507,85 €	2 143,74 €	2011	4 404,52 €	2 457,77 €
1996	3 572,80 €	2 177,73 €	2012	4 533,30 €	2 489,41 €
1997	3 597,03 €	2 185,20 €	2013	4 585,92 €	2 509,07 €
1998	3 622,34 €	2 189,02 €	2014	4 636,40 €	2 505,80 €
1999	3 638,96 €	2 217,52 €	2015	4 635,02 €	2 473,42 €
2000	3 644,90 €	2 216,30 €	2016	4 642,32 €	2 478,21 €
2001	3 709,75 €	2 262,59 €	2017	4 643,16 €	2 431,57 €
2002	3 763,92 €	2 277,89 €	2018	4 643,16 €	2 446,49 €

Pensions moyennes exercice 2018	Titulaires (y compris L643-1)			Conjoints survivants		
	Prestations	Effectifs	Pensions moyennes	Prestations	Effectifs	Pensions moyennes
CPRN	34 652 456,41 €	5 089	6 809,29 €	4 447 010,91 €	1 461	3 043,81 €
CAVOM	18 285 030,33 €	2 707	6 754,72 €	2 560 272,29 €	861	2 973,60 €
CARMF	464 379 149,76 €	69 654	6 666,94 €	37 892 358,03 €	12 627	3 000,90 €
CARCDSF	145 261 308,66 €	20 887	6 954,63 €	12 975 107,15 €	3 991	3 251,09 €
CAVP	130 376 684,00 €	22 412	5 817,27 €	7 900 739,60 €	2 565	3 080,21 €
CARPIMKO	291 610 500,80 €	59 357	4 912,82 €	7 586 353,43 €	2 416	3 140,05 €
CARPV	24 739 542,24 €	3 762	6 576,17 €	4 309 854,24 €	1 264	3 409,69 €
CAVAMAC	85 744 303,00 €	26 817	3 197,39 €	16 931 858,10 €	9 833	1 721,94 €
CAVEC	60 286 238,84 €	9 819	6 139,75 €	5 573 370,91 €	2 001	2 785,29 €
CIPAV	218 957 466,22 €	97 015	2 256,94 €	18 103 483,85 €	11 328	1 598,12 €
	<b>1 474 292 680,26 €</b>	<b>317 519</b>	<b>4 643,16 €</b>	<b>118 280 408,51 €</b>	<b>48 347</b>	<b>2 446,49 €</b>

### L'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)

Date d'effet	Allocation annuelle en €	Evolution en %	Moyenne annuelle en €	Evolution en %	Date d'effet	Allocation annuelle en €	Evolution en %	Moyenne annuelle en €	Evolution en %
1949	29,27		29,27		07/1985	1 980,31	2,77	1 953,64	6,00
01/1950	32,01	9,36	32,01		01/1986	2 006,23	1,31		
01/1951	37,50	17,15			10/1986	2 016,90	0,53	2 008,90	2,83
10/1951	42,99	14,64	38,87		01/1987	2 053,49	1,81		
01/1954	47,56	10,63	47,56		07/1987	2 073,31	0,97	2 063,40	2,71
01/1956	52,32	10,01	52,32		01/1988	2 126,66	2,57		
04/1962	91,47	74,83	81,68	56,12	07/1988	2 154,10	1,29	2 140,38	3,73
07/1963	106,71	16,66	99,09	21,31	01/1989	2 181,55	1,27		
01/1964	137,20	28,57			07/1989	2 208,99	1,26	2 195,27	2,56
11/1964	152,45	11,12	139,74	41,02	01/1990	2 256,25	2,14		
07/1965	167,69	10,00	160,07	14,55	07/1990	2 285,21	1,28	2 270,73	3,44
01/1966	175,32	4,55			01/1991	2 324,09	1,70		
07/1966	190,56	8,69	182,94	14,29	07/1991	2 342,38	0,79	2 333,24	2,75
01/1967	198,18	4,00			01/1992	2 366,01	1,01		
10/1967	213,43	7,70	201,99	10,41	07/1992	2 408,69	1,80	2 387,35	2,32
01/1968	221,05	3,57			01/1993	2 440,71	1,33	2 440,71	2,24
07/1968	236,30	6,90	228,68	13,21	01/1994	2 489,64	2,00	2 489,64	2,00
10/1969	251,54	6,45	240,11	5,00	01/1995	2 519,52	1,20		
10/1970	266,79	6,06	255,35	6,35	07/1995	2 532,18	0,50	2 525,85	1,45
10/1971	282,03	5,71	270,60	5,97	01/1996	2 582,94	2,00	2 582,94	2,26
10/1972	320,14	13,51	291,56	7,74	01/1997	2 614,04	1,20	2 614,04	1,20
07/1973	343,01	7,14	331,58	13,73	01/1998	2 642,86	1,10	2 642,86	1,10
01/1974	373,50	8,89			01/1999	2 674,72	1,21	2 674,72	1,21
07/1974	457,35	22,45	415,43	25,29	01/2000	2 688,13	0,50	2 688,13	0,50
01/1975	495,46	8,33			01/2001	2 747,28	2,20	2 747,28	2,20
04/1975	533,57	7,69	524,04	26,15	01/2002	2 807,72	2,20	2 807,72	2,20
01/1976	571,68	7,14			01/2003	2 849,84	1,50	2 849,84	1,50
07/1976	609,80	6,67	590,74	12,73	01/2004	2 898,28	1,70	2 898,28	1,70
01/1977	655,53	7,50			01/2005	2 956,24	2,00	2 956,24	2,00
07/1977	724,13	10,46			01/2006	3 009,45	1,80	3 009,45	1,80
12/1977	800,36	10,53	696,18	17,85	01/2007	3 063,62	1,80	3 063,62	1,80
07/1978	884,20	10,48	842,28	20,99	01/2008	3 097,31	1,10		
01/1979	975,67	10,34			09/2008	3 122,08	0,80	3 105,57	1,37
07/1979	1 067,14	9,38			04/2009	3 153,30	1,00	3 145,50	1,29
12/1979	1 128,12	5,71	1 026,49	21,87	04/2010	3 181,67	0,90	3 174,58	0,92
06/1980	1 204,35	6,76	1 172,59	14,23	04/2011	3 248,48	2,10	3 231,78	1,80
01/1981	1 295,82	7,59			04/2012	3 316,69	2,10	3 299,64	2,10
07/1981	1 433,02	10,59	1 364,42	16,36	04/2013	3 359,80	1,30	3 349,02	1,50
01/1982	1 539,74	7,45			04/2014	3 379,95	0,60	3 374,91	0,77
07/1982	1 661,69	7,92	1 600,72	17,32	04/2015	3 379,95	0,00	3 379,95	0,15
01/1983	1 722,67	3,67			04/2016	3 383,32	0,10	3 382,48	0,07
07/1983	1 791,28	3,98	1 756,98	9,76	04/2017	3 393,46	0,30	3 390,93	0,25
01/1984	1 823,29	1,79			04/2018	3 427,39	1,00	3 418,91	0,83
07/1984	1 862,93	2,17	1 843,11	4,90	01/2019	3 478,80	1,50	3 478,80	1,75
01/1985	1 926,96	3,44			01/2020	3 513,58	1,00	3 513,58	1,00

## ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE COTISATIONS

### Principe

Principaux textes applicables : L. 131-6, L. 131-6-1, L. 131-6-2, L. 133-6-2, L. 242-12-1, L. 642-1, L. 642-2-1, D. 131-1, D. 131-2, D. 131-3, D. 642-1, D. 642-3, D. 642-4, D. 642-6, D. 643-3 du CSS.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004 (loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites), la cotisation est entièrement proportionnelle aux revenus non salariés. Ces revenus sont divisés en deux tranches, appelées T1 (0 à PASS) et T2 (0 à 5 PASS), et chaque tranche est affectée d'un taux de cotisation.

La cotisation est due pour l'année en cours, calculée, à titre provisionnel, en pourcentage du revenu de l'avant-dernière année et régularisée lorsque le revenu de l'année en cours est connu.

	Cotisation maximum		Nombre de points maximum	
	à PASS (39 732 €)	à 5 PASS (198 660 €)	à PASS (39 228 €)	à 5 PASS (196 140 €)
<b>Taux de cotisation 2018</b>				
0 à PASS : 8,23%	3 270 €	3 270 €	525	525
0 à 5 PASS : 1,87%	743 €	3 715 €	5	25
	<b>3 962 €</b>	<b>6 896 €</b>	<b>530</b>	<b>550</b>
<b>Taux de cotisation 2019</b>				
0 à PASS : 8,23%	3 335 €	3 335 €	525	525
0 à 5 PASS : 1,87%	758 €	3 789 €	5	25
	<b>4 093 €</b>	<b>7 124 €</b>	<b>530</b>	<b>550</b>
<b>Taux de cotisation 2020</b>				
0 à PASS : 8,23%	3 385 €	3 385 €	525	525
0 à 5 PASS : 1,87%	769 €	3 846 €	5	25
	<b>4 154 €</b>	<b>7 231 €</b>	<b>530</b>	<b>550</b>

La cotisation est exigible annuellement et d'avance. Elle est due à compter du premier jour du trimestre civil qui suit le début d'activité et jusqu'au dernier jour du trimestre civil au cours duquel la radiation intervient.

Le non-paiement de la cotisation aux échéances fixées entraîne l'application de majorations de retard.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, une cotisation sur un revenu supérieur ou égal à 600 heures de SMIC, soit 6 018 € au 1<sup>er</sup> janvier 2019, permet de valider quatre trimestres (6 090 € au 1<sup>er</sup> janvier 2020).

### Début d'exercice (L. 131-6-2)

La cotisation des deux premières années civiles d'activité est calculée à titre provisionnel sur une base forfaitaire : 19% du plafond annuel de la sécurité sociale (soit 7 700 € en 2019) la 1<sup>ère</sup> année et la 2<sup>ème</sup> année (si le professionnel est affilié durant 4 trimestres).

En cas de période d'affiliation inférieure à une année, les plafonds servant au calcul des cotisations provisionnelles sont réduits au prorata de la durée d'affiliation.

Toutefois, sur demande de l'adhérent, aucune cotisation n'est appelée pendant les douze premiers mois. Le paiement est alors reporté jusqu'au calcul définitif des cotisations. Les cotisations définitives peuvent être étalées sur 5 ans maximum sans majoration de retard.

Ne sont assimilées à un début d'activité ni la modification des conditions d'exercice de l'activité professionnelle, ni la reprise d'activité intervenue, soit dans l'année au cours de laquelle est survenue la cessation d'activité, soit dans l'année suivante

## Cotisation minimale (D. 642-4)

Une cotisation minimale est appelée sur un revenu correspondant à 11,5% du PASS depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 (5,25% de 2012 à 2014, 7,7% en 2015, 11,5% en 2016). Remarque : la cotisation minimale n'est pas proratisée en cas de période d'affiliation inférieure à une année.

La cotisation minimale n'est toutefois appliquée ni aux professionnels dont l'activité libérale est accessoire, ni aux professionnels titulaires d'une pension de retraite ou d'invalidité ; la cotisation est alors appelée au premier euro (disposition supprimée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, date à compter de laquelle seuls les bénéficiaires de la prime d'activité sont dispensés de cotisation minimale).

2019	Cotisation	Nombre de points	Nombre de trimestres
<b>Cotisation minimale</b>	11,5% PASS (4 660 €)		11,5% PASS (4 660 €)
0 à 11,5% PASS : 8,23%	384 €	60,38	
0 à 11,5% PASS : 1,87%	87 €	0,58	2
	<b>471 €</b>	<b>60,96</b>	<b>2</b>
<b>Cotisation provisionnelle 1ère année</b>	19% PASS (7 700 €)	19% PASS (7 700 €)	19% PASS (7 700 €)
0 à 19% PASS : 8,23%	634 €	99,75	
0 à 19% PASS : 1,87%	144 €	0,19	4
	<b>778 €</b>	<b>99,94</b>	<b>4</b>
<b>Cotisation provisionnelle 2ème année</b>	19% PASS N-1 (7 549 €)	19% PASS N-1 (7 549 €)	19% PASS N-1 (7 549 €)
0 à 19% PASS : 8,23%	621 €	99,75	
0 à 19% PASS : 1,87%	141 €	0,19	4
	<b>762 €</b>	<b>99,94</b>	<b>4</b>

## Définition du revenu (L. 131-6)

L'assiette de la cotisation proportionnelle est constituée de l'ensemble des revenus d'activité retenus pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

Il ne doit pas être tenu compte des plus ou moins values professionnelles nettes à long terme, des déficits des années antérieures, du coefficient multiplicateur mentionné au 7<sup>o</sup> de l'article 158 du code général des impôts, des déductions pour investissements dans les DOM-TOM, des amortissements réputés différés en période déficitaire, des allègements fiscaux admis pour certains créateurs d'entreprise, ni des primes facultatives versées en matière de retraite et de prévoyance.

L'assiette des cotisations des associés et dirigeants de sociétés d'exercice libéral (SEL) est soumise à des règles spécifiques.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, à la demande de l'assuré, l'assiette des cotisations peut, dans tous les cas, porter sur les revenus estimés. Lorsque le revenu définitif est supérieur, au titre de la même période, de plus d'un tiers au revenu estimé par le professionnel libéral, une majoration est appliquée sur l'insuffisance du versement des acomptes provisionnels, sauf si les éléments en la possession du cotisant, au moment de sa demande, justifiaient son estimation.

Le taux de cette majoration est de 5% lorsque le revenu définitif est inférieur ou égal à 1,5 fois le revenu estimé et de 10% lorsqu'il est supérieur à 1,5 fois le revenu estimé.

En 2015, les professionnels libéraux ont l'obligation de dématérialiser la déclaration de leurs revenus et le paiement de leurs cotisations et contributions sociales (L. 133-6-7-2) lorsque leurs revenus sont supérieurs à 50% du PASS (20% du PASS en 2016, D. 133-17). Le seuil est réduit prorata temporis en cas de période d'affiliation inférieure à une année.

Une majoration de 0,2% du montant des cotisations dues à l'organisme est applicable en cas de non-respect des obligations de dématérialisation (D. 133-17-1).

## Exonérations (L.642-3 du CSS et statuts de la CNAVPL)

Sont exonérées du paiement des cotisations, les personnes reconnues atteintes d'une incapacité d'exercice de leur profession, soit pour une durée continue de six mois, soit pour une durée au moins égale à six mois au cours de la même année.

Régime de base au 30.06.2019	Invalides 100% en exercice	Malades
CPRN	0	0
CAVOM	0	13
CARMF	3	1 004
CARCDSF	0	259
CAVP	0	50
CARPIMKO	238	3 306
CARPV	0	0
CAVAMAC	0	16
CAVEC	0	6
CIPAV - PL	6	164
CIPAV - ME	0	0
	<b>247</b>	<b>4 818</b>

## Bénéficiaire de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (ACCRES)

Les personnes pouvant déposer une demande d'attribution de l'ACCRES sont énumérées à l'article L. 5141-1 du code du travail (par exemple, demandeurs d'emploi indemnisés, demandeurs d'emploi non indemnisés ayant été inscrits 6 mois à Pôle Emploi au cours des 18 derniers mois etc.).

Pour les professionnels libéraux exerçant leur activité individuellement, l'URSSAF est simultanément le Centre de Formalités des Entreprises et l'organisme qui statue sur la demande d'attribution de l'ACCRES.

Lorsque les conditions d'octroi sont remplies, l'URSSAF délivre à l'intéressé une attestation d'admission au bénéfice de l'ACCRES. Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, elle notifie au demandeur la décision de rejet de sa demande et en informe les organismes sociaux concernés.

Le bénéfice de l'ACCRES comprend, notamment, l'exonération des cotisations de sécurité sociale (maladie, maternité, veuvage, vieillesse, invalidité et décès et allocations familiales) relative à l'exercice de la nouvelle activité, pendant les 12 premiers mois suivant la date d'affiliation.

L'exonération des cotisations est totale en cas de revenu inférieur ou égal à  $\frac{3}{4}$  du plafond annuel de la sécurité sociale, décroissante linéairement entre  $\frac{3}{4}$  du plafond annuel de la sécurité sociale et un plafond de la sécurité sociale, et nulle au-delà du plafond de la sécurité sociale.

Pour l'assurance vieillesse des professions libérales, l'exonération des cotisations concerne tous les régimes (base, complémentaire, invalidité-décès), mais la validation des périodes exonérées ne concerne que le régime de base et pas le régime complémentaire.

## Rachats

Au-delà d'un certain âge, et selon un barème fixé par arrêté, il est possible de racheter des trimestres, dans la limite de 12, et éventuellement des points au titre :

- Des années civiles d'activité professionnelle ayant donné lieu à versement de cotisations, mais n'ayant pas permis la validation de 4 trimestres.

- Des périodes d'études n'ayant pas fait l'objet d'une affiliation à un régime d'assurance vieillesse lorsque le régime des professions libérales a été le premier régime d'accueil après les dites études, sachant que ces périodes d'études doivent avoir donné lieu à l'obtention d'un diplôme, l'admission dans les grandes écoles et classes du second degré préparatoires à ces écoles étant assimilée à l'obtention d'un diplôme. Si le régime des professions libérales n'est pas le premier régime d'affiliation après les études, le rachat pourra néanmoins avoir lieu, mais auprès du premier régime d'accueil.

L'assuré dont la pension prend effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 et qui a bénéficié, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, d'une dispense de cotisation au titre de ses deux premières années d'affiliation pouvait racheter les périodes correspondantes dans la limite maximale de huit trimestres. La demande devait être effectuée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le coût du rachat est fonction du revenu.

## Cas particuliers

---

Les cotisations des correspondants locaux de presse sont facultatives pour un revenu d'activité N-2 inférieur à 15% du plafond de la sécurité sociale et réduites de moitié si ce revenu est compris entre 15% et 25% du plafond de la sécurité sociale (art. 10 de la loi n° 87-39 du 27 janvier 1987 portant diverses mesures d'ordre social).

Les affiliés qui exercent leur activité en étant atteint d'une invalidité les obligeant à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne selon le guide-barème annexé au décret n° 93-1216 du 4 novembre 1993, bénéficient, au titre de chaque année civile concernée, de 200 points supplémentaires (L. 643-1 et D. 643-1).

Les affiliées bénéficient de 100 points supplémentaires au titre du trimestre au cours duquel survient l'accouchement, dans la limite de 550 points au total (L. 643-1 et D. 643-1).

Ont la possibilité d'adhérer à l'assurance volontaire (L. 742-6, D. 742-36, D. 742-41) :

- Les personnes ayant été à la charge d'un régime obligatoire français d'assurance maladie pendant 5 ans, **exerçant une activité libérale et résidant hors du territoire français**. Ils cotisent pour les risques vieillesse (base et complémentaire) et invalidité-décès (D. 763-3). Le revenu soumis à cotisation est celui perçu à l'étranger communiqué à la caisse. La demande est à présenter dans les 2 ans à compter du 1<sup>er</sup> jour d'exercice.
- Les assurés qui ont cessé leur activité libérale, **n'exercent plus aucune activité professionnelle** relevant d'un régime légal d'assurance vieillesse et qui ne peuvent prétendre aux prestations de vieillesse en raison de leur âge. Ils cotisent aux régimes de base et complémentaire. Le revenu soumis à cotisations est celui de la dernière année civile d'activité entière, revalorisé comme le plafond de la sécurité sociale de l'année en cours. La demande est à présenter dans les 6 mois qui suivent la date d'effet de la radiation.
- **Les anciens conjoints collaborateurs**. Les cotisations sont assises sur les revenus ayant servi de base au calcul des cotisations dues au titre de la dernière année civile d'activité entière ou, à défaut, de la dernière année civile d'activité, revalorisés comme le plafond de la sécurité sociale de l'année en cours. La demande est à présenter dans les 6 mois qui suivent la date d'effet de la radiation.

## Bénéficiaire du statut de micro-entrepreneur

---

La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie a créé le statut de l'auto-entrepreneur (appelé micro-entrepreneur depuis 2016). Celui-ci permet de calculer les charges sociales (régime micro-social simplifié) et, le cas échéant, fiscales forfaitairement en fonction du seul chiffre d'affaires réalisé.

Il ne concerne pour les professions libérales que les professionnels relevant de la CIPAV.

Afin de pouvoir opter pour le régime micro-social simplifié lors de la création de son activité, le professionnel libéral doit relever du régime fiscal de la micro-entreprise, être en franchise de TVA et son chiffre d'affaires doit être inférieur à 70 000 € HT en 2019 pour les prestations de services et d'activités libérales.

Dans le cadre du régime micro-social simplifié, les cotisations et contributions sociales du professionnel sont calculées, mensuellement ou trimestriellement, en appliquant un taux forfaitaire sur le chiffre d'affaires réalisé et non sur le revenu (BNC) net. Ce taux est majoré de 2,2% si le professionnel opte pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu. Les auto-entrepreneurs sont également redevables de la contribution à la formation professionnelle au taux de 0,20%.

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
taux de cotisation	18,30%	18,30%	18,30%	21,30%	23,30%	22,90%	22,90%	22,50%	22,00%	22,00%

Par ailleurs, pour le professionnel qui bénéficie de l'exonération Accre, le cumul de cette exonération et du régime micro-social simplifié se traduit par l'application d'un taux réduit en fonction de la date d'affiliation (25, 50, 75%).

## Assurance vieillesse des conjoints collaborateurs

Textes applicables : loi n° 89-474 du 10 juillet 1989, décret n° 89-526 du 24 juillet 1989, art. 40-II loi n° 94-126 du 11 février 1994, décret n° 94-738 du 26 septembre 1994, loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002, loi n° 2003-775 du 21 août 2003, loi n° 2005-882 du 2 février 2005, décret n° 2006-966 du 1<sup>er</sup> août 2006, décret n° 2007-582 du 19 avril 2007, art. L. 121-4 du code du commerce, L.742-6-6° (abrogé, en vertu de l'article 15-XIII de la loi n°2005-882 du 2 août 2005, à compter de la date de publication du décret n° 2006-966 du 1<sup>er</sup> août 2006, soit le 3 août 2006), L.622-8, L.642-2-1, L.642-2-2, D.642-5-1 à D.642-5-8 et D.643-11.

L'article L. 121- 4 - I, du code du commerce est ainsi rédigé :

« Le conjoint du chef d'une entreprise artisanale, commerciale ou libérale qui y exerce de manière régulière une activité professionnelle opte pour l'un des statuts suivants :

- 1° Conjoint collaborateur ;
- 2° Conjoint salarié ;
- 3° Conjoint associé. »

V. - La définition du conjoint collaborateur, les modalités selon lesquelles le choix de son statut est mentionné auprès des organismes visés au IV et les autres conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat ».

Depuis la publication du décret n° 2006-966 du 1<sup>er</sup> août 2006 est considéré comme conjoint collaborateur le conjoint du chef d'une entreprise commerciale, artisanale ou libérale, qui exerce une activité professionnelle régulière dans l'entreprise sans percevoir de rémunération et sans avoir la qualité d'associé au sens de l'article 1832 du code civil.

Par ailleurs, en ce qui concerne les sociétés, le statut de conjoint collaborateur n'est autorisé qu'au conjoint du gérant associé unique ou du gérant associé majoritaire d'une société à responsabilité limitée ou une société d'exercice libéral à responsabilité limitée, dont l'effectif ne dépasse pas 20 salariés.

Le conjoint collaborateur peut demander que sa cotisation soit calculée :

- soit sur un revenu forfaitaire égal à la moitié de la limite supérieure de la première tranche de revenu de la cotisation du régime de base, soit 50% du PASS (20 262 € en 2019) ;
- soit sur 25% ou sur 50% du revenu du professionnel libéral, plafonné à 5 fois le plafond de la sécurité sociale ;
- soit sur une fraction fixée à un quart ou à la moitié du revenu professionnel pris en compte pour déterminer l'assiette de la cotisation du professionnel libéral. Dans ce cas, les limites des deux tranches de revenu sont réduites dans cette proportion pour le conjoint et le professionnel libéral.

Le conjoint collaborateur doit faire connaître son choix par écrit à la section professionnelle au plus tard 60 jours suivant la date d'envoi de l'avis de l'affiliation et avant tout versement de cotisation. Si aucun choix n'est exprimé par le conjoint collaborateur, l'assiette par défaut est le revenu forfaitaire. Le choix retenu s'applique pour l'année d'affiliation et les 2 années suivantes.

Il est reconduit dans les mêmes conditions pour une durée de 3 ans renouvelables, sauf si le conjoint collaborateur demande par écrit à opter pour un autre mode de calcul avant le 1<sup>er</sup> décembre de la dernière année.

Le conjoint collaborateur est affilié obligatoirement aux régimes complémentaires d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité-décès de la section à laquelle adhère le professionnel libéral. La cotisation du conjoint collaborateur est égale au quart ou à la moitié de celle du professionnel libéral dans chacun de ces régimes.

## Le collaborateur libéral

Est collaborateur libéral le membre non salarié d'une profession libérale qui, dans le cadre d'un contrat de collaboration libérale, exerce auprès d'un autre professionnel, personne physique ou morale, la même profession (article 18 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005).

Le collaborateur libéral exerce son activité professionnelle en toute indépendance, sans lien de subordination. Il peut compléter sa formation et peut se constituer une clientèle personnelle.

Ce statut n'est pas ouvert à toutes les professions libérales :

- Il est réservé aux professions libérales soumises à statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- Il ne concerne pas les professions d'officiers publics ou ministériels, les commissaires aux comptes et les administrateurs judiciaires et les mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises.

Le collaborateur libéral relève du statut social et fiscal du professionnel libéral.

### Encaissement de cotisations 2018

Régime de base	Cotisations exigibles pour 2018	Cotisations encaissées au 31.12.2018	Taux d'encaissement	
			2018	2017
CPRN	56 704 117,00 €	56 500 696,00 €	<b>99,64</b>	99,73
CAVOM	20 471 509,37 €	19 669 789,59 €	<b>96,08</b>	94,96
CARMF	545 360 661,41 €	532 146 673,12 €	<b>97,58</b>	97,55
CARCDSF	196 027 952,27 €	190 847 875,83 €	<b>97,36</b>	97,14
CAVP	133 101 100,50 €	132 068 799,86 €	<b>99,22</b>	99,18
CARPIMKO	799 887 229,31 €	734 315 374,61 €	<b>91,80</b>	92,87
CARPV	45 752 028,00 €	43 776 239,00 €	<b>95,68</b>	98,69
CAVAMAC	53 189 315,71 €	52 202 952,37 €	<b>98,15</b>	98,42
CAVEC	60 761 796,68 €	55 058 555,21 €	<b>90,61</b>	90,80
CIPAV (3)	773 840 000,00 €	733 342 445,82 €	<b>94,77</b>	(1) 107,42
	<b>2 685 095 710,25 €</b>	<b>2 549 929 401,41 €</b>	<b>94,97</b>	<b>(2) 95,67</b>

(1) Le taux d'encaissement de la CIPAV intègre les encaissements des années antérieures

(2) Taux hors CIPAV (en 2016, le taux incluant la CIPAV était de 91,15 %)

(3) Y compris micro-entrepreneurs pour 2018

## Compensation nationale

Prévue à l'article 2 de la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974, puis à l'article 7 de la loi du 21 août 2003, (article L.134-1 et L.134-2 du CSS), la compensation démographique généralisée dite « nationale » entre les régimes de base obligatoires de sécurité sociale est régie par les articles D.134-2 à D.134-9 du CSS.

La compensation nationale est calculée en fonction :

1° Du nombre des cotisants actifs et du nombre de retraités de droit direct de 65 ans et plus de chaque régime.

Ne sont pas considérés comme des cotisants actifs (D. 134-4) :

- les étudiants et les invalides de guerre ;
- les assurés volontaires ;
- les assujettis exonérés ou dispensés totalement du versement des cotisations.

Sont néanmoins considérés cotisants actifs les effectifs dont les cotisations sont prises en charge par le FSV.

2° D'une prestation de référence qui a été celle du régime des exploitants agricoles jusqu'en 1991 et de 1995 à 1997, ORGANIC de 1992 à 1994, en 1998, de 2000 à 2006, puis de la CNRSI-AVIC de 2007 à 2017 (l'ORGANIC a été fusionné au sein du RSI en 2006) et de la CAVIMAC en 1999.

### *Prestation et cotisation de référence*

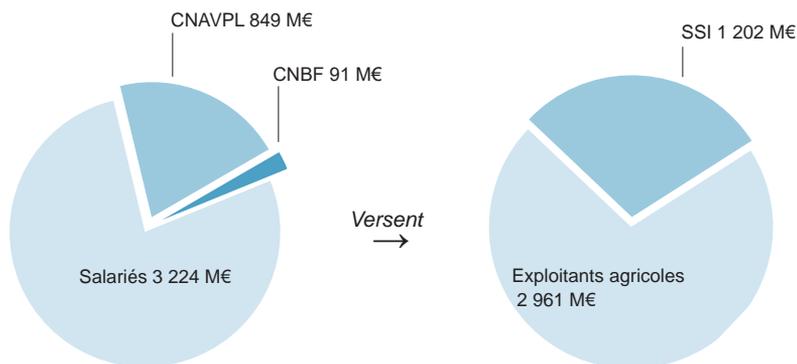
Exercice	Prestation de référence	Cotisation de référence	Exercice	Prestation de référence	Cotisation de référence
1976	663,31 €	227,84 €	1998	2 984,79 €	1 727,08 €
1977	756,86 €	267,58 €	1999	2 998,37 €	1 736,96 €
1978	913,15 €	335,76 €	2000	3 045,32 €	1 757,76 €
1979	1 107,09 €	422,57 €	2001	3 110,00 €	1 796,00 €
1980	1 291,66 €	491,31 €	2002	3 163,00 €	1 806,00 €
1981	1 495,34 €	577,58 €	2003	3 110,00 €	1 593,00 €
1982	1 778,90 €	692,10 €	2004	3 144,00 €	1 623,00 €
1983	1 981,25 €	770,81 €	2005	3 189,00 €	1 665,00 €
1984	2 139,93 €	831,44 €	2006	3 230,00 €	1 704,00 €
1985	2 262,34 €	905,18 €	2007	3 260,00 €	1 734,00 €
1986	2 342,08 €	977,72 €	2008	3 272,00 €	1 723,00 €
1987	2 478,07 €	1 068,26 €	2009	3 311,00 €	1 764,00 €
1988	2 559,16 €	1 135,90 €	2010	3 328,00 €	1 773,00 €
1989	2 617,24 €	1 195,66 €	2011	3 313,00 €	1 789,00 €
1990	2 736,15 €	1 268,53 €	2012	3 361,00 €	1 871,00 €
1991	2 764,14 €	1 332,36 €	2013	3 378,00 €	1 931,00 €
1992	2 667,86 €	1 305,11 €	2014	3 352,00 €	1 974,00 €
1993	2 744,86 €	1 413,51 €	2015	3 309,39 €	1 950,59 €
1994	2 807,79 €	1 493,53 €	2016	3 257,00 €	1 951,00 €
1995	2 862,06 €	1 551,60 €	2017	3 246,00 €	1 926,00 €
1996	2 892,58 €	1 621,87 €	2018	3 265,00 €	1 948,00 €
1997	2 947,70 €	1 688,95 €			

## Compensation nationale 2019

En 2018, 17 régimes ont participé à la compensation nationale, totalisant 31 533 823 cotisants actifs et 18 813 502 retraités de droit direct.

Pour verser la prestation de référence de 3 265 € à ces retraités, la cotisation de référence a été fixée à 1 948 €.

La CNAVPL avait, en 2018, 922 804 cotisants compensables et 290 634 retraités compensables. Compte tenu de la prestation et de la cotisation de référence, la CNAVPL a versé 848 763 043 €.



Régimes	Actifs cotisants	Retraités ≥ 65 ans droits directs	Rapport
CNBF	65 205	11 077	5,89
<b>CNAVPL</b>	<b>922 804</b>	<b>290 634</b>	<b>3,18</b>
CNRACL	2 226 088	767 163	2,90
Régime général	22 956 237	11 546 822	1,99
RATP	42 044	22 611	1,86
Fonctionnaires militaires	307 888	169 412	1,82
CNIEG	134 772	88 239	1,53
Fonctionnaires civils	1 651 519	1 244 314	1,33
SSI	1 753 519	1 414 336	1,24
CPRPSNCF	141 406	115 992	1,22
CRPCEN	52 893	53 070	1,00
Banque de France	9 922	10 314	0,96
ENIM	30 203	49 575	0,61
Ouvriers Etat	24 459	53 983	0,45
Salariés agricoles	752 765	1 685 938	0,45
Exploitants agricoles	460 643	1 181 655	0,39
CANSSM	1 455	108 367	0,01
	<b>31 533 822</b>	<b>18 813 502</b>	<b>1,68</b>

**Tableau récapitulatif des transferts de compensation vieillesse  
entre les salariés et les non salariés**

en euros

Ex.	Salariés	Exploitants agricoles	Commerçants	Artisans	CNAVPL	CAVIMAC	CNBF
1976	785 981 553	(580 009 833)	(171 182 060)	(53 916 002)	19 126 342	-	-
1977	885 647 007	(651 530 423)	(195 819 051)	(63 253 230)	24 955 698	-	-
1978	1 078 043 671	(786 420 936)	(245 139 168)	(79 193 399)	32 709 832	-	-
1979	1 337 897 037	(954 240 844)	(296 293 315)	(88 640 647)	42 311 605	(41 033 835)	-
1980	1 599 098 046	(1 143 511 888)	(350 471 007)	(104 818 307)	51 985 908	(52 282 751)	-
1981	1 796 608 892	(1 294 563 555)	(391 186 039)	(113 743 404)	66 313 967	(63 429 861)	-
1982	2 122 919 189	(1 548 789 640)	(455 178 953)	(127 881 167)	86 139 099	(77 208 528)	-
1983	2 428 708 214	(1 799 389 891)	(498 844 870)	(139 911 911)	95 675 776	(86 237 319)	-
1984	2 640 365 952	(1 976 119 701)	(524 289 341)	(156 796 065)	111 376 183	(94 537 028)	-
1985	2 770 235 692	(2 089 171 015)	(539 910 224)	(167 086 375)	128 394 752	(102 462 831)	-
1986	2 785 920 242	(2 122 442 635)	(544 990 465)	(152 099 345)	144 729 156	(111 116 953)	-
1987	2 896 903 810	(2 256 603 031)	(554 629 013)	(133 249 987)	168 484 247	(120 906 026)	-
1988	3 139 066 866	(2 474 174 741)	(572 821 687)	(150 795 577)	190 574 207	(131 849 067)	-
1989	3 439 635 343	(2 740 878 514)	(605 562 246)	(164 078 229)	212 389 556	(141 505 910)	-
1990	3 686 812 672	(2 972 832 585)	(644 344 893)	(168 531 786)	234 091 783	(150 007 233)	14 812 043
1991	3 790 549 572	(3 086 945 617)	(651 582 703)	(168 800 524)	254 536 271	(154 090 207)	16 333 208
1992	3 828 275 996	(3 106 841 356)	(639 377 052)	(199 455 494)	250 231 949	(150 864 306)	18 030 263
1993	4 020 009 660	(3 302 646 092)	(648 531 094)	(218 835 735)	283 182 315	(156 100 842)	22 921 789
1994	4 189 752 856	(3 506 283 243)	(647 005 119)	(213 174 194)	311 085 349	(160 852 239)	26 476 590
1995	4 341 859 352	(3 643 578 913)	(659 046 432)	(230 057 256)	324 562 581	(164 969 889)	31 230 556
1996	4 404 703 572	(3 720 783 785)	(670 200 511)	(233 726 679)	350 526 691	(165 528 287)	35 008 999
1997	4 530 489 846	(3 827 620 500)	(685 330 264)	(259 086 613)	372 218 118	(169 526 070)	38 855 483
1998	4 678 793 651	(3 945 277 374)	(708 433 874)	(278 307 876)	382 673 290	(171 203 393)	41 755 577
1999	4 748 459 448	(3 981 044 623)	(732 146 024)	(299 898 074)	392 121 102	(171 420 164)	43 928 335
2000	4 823 391 805	(4 047 579 163)	(745 455 389)	(303 422 562)	399 418 190	(173 513 410)	47 160 530
2001	4 958 763 157	(4 134 512 816)	(772 654 727)	(330 409 677)	404 245 828	(176 191 428)	50 759 663
2002	5 134 110 490	(4 227 824 566)	(834 784 945)	(354 332 827)	406 544 295	(177 963 595)	54 251 148
2003	5 426 554 315	(4 257 381 188)	(915 993 366)	(447 336 037)	321 352 840	(176 008 079)	48 811 516
2004	5 362 984 200	(4 276 623 243)	(897 927 007)	(435 838 815)	370 108 465	(175 494 006)	52 790 407
2005	5 319 838 090	(4 273 968 122)	(885 547 419)	(434 487 800)	392 495 568	(175 630 149)	57 299 832
2006	5 132 284 253	(4 235 634 736)	(935 743 139)	(452 474 875)	429 149 894	-	62 418 603
2007	5 028 530 426	(4 185 322 900)	(919 363 876)	(443 538 343)	456 288 590	-	63 406 103
2008	4 916 759 135	(4 108 732 950)	(892 819 222)	(443 040 152)	463 025 316	-	64 807 874
2009	4 833 939 108	(4 001 613 101)	(936 421 492)	(458 723 040)	495 819 825	-	66 998 700
2010	4 575 715 338	(3 908 297 890)	(910 524 539)	(398 210 615)	573 343 612	-	67 974 095
2011	4 365 731 083	(3 783 156 056)	(879 776 586)	(380 807 158)	607 498 489	-	70 510 229
2012	4 434 672 549	(3 723 321 496)	(971 984 073)	(435 201 489)	624 219 908	-	71 614 601
2013	4 390 775 744	(3 623 241 166)	(1 039 833 658)	(457 588 252)	650 642 729	-	79 244 603
2014	4 373 045 223	(3 486 504 285)	(1 123 067 502)	(506 109 951)	658 714 905	-	83 921 610
2015	4 420 758 925	(3 346 396 139)	(1 223 046 459)	(582 562 456)	646 960 376	-	84 285 753
2016	3 932 477 513	(3 178 683 149)	(1 131 003 373)	(465 857 916)	757 076 170	-	85 990 755
2017	3 524 328 367	(3 062 478 389)	(1 450 827 625)		902 608 841	-	86 368 806
2018	3 223 782 106	(2 961 193 745)	(1 202 212 774)		848 763 043	-	90 861 370

La CNBF, Caisse Nationale des Barreaux Français, est entrée dans le champ de la compensation nationale en 1990, année au cours de laquelle elle a dépassé le seuil de 20 000 affiliés. Cette entrée dans la compensation démographique généralisée a mis fin à la compensation bilatérale entre la CNAVPL et la CNBF.

A compter de 2017, fusion des deux régimes commerçants et artisans du RSI (SSI à compter de 2018).

### Compensation nationale

Exercice	Somme à verser	Subvention du Trésor Public	Charge de la CNAVPL
1976	19 126 342 €	19 126 342 €	0 €
1977	24 955 698 €	24 849 190 €	106 508 €
1978	32 709 832 €	32 624 090 €	85 742 €
1979	42 311 605 €	36 651 793 €	5 659 812 €
1980	51 985 908 €	39 331 846 €	12 654 062 €
1981	66 313 967 €	46 390 236 €	19 923 731 €
1982	86 139 099 €	43 069 550 €	43 069 549 €
1983	95 675 776 €	19 866 413 €	75 809 363 €
1984	111 345 694 €	0 €	111 345 694 €
1985	128 394 752 €	0 €	128 394 752 €
1986	144 729 156 €	0 €	144 729 156 €
1987	168 484 247 €	0 €	168 484 247 €
1988	190 574 207 €	0 €	190 574 207 €
1989	212 389 556 €	0 €	212 389 556 €
1990	234 091 783 €	0 €	234 091 783 €
1991	254 536 271 €	0 €	254 536 271 €
1992	250 231 949 €	0 €	250 231 949 €
1993	283 182 315 €	0 €	283 182 315 €
1994	311 085 349 €	0 €	311 085 349 €
1995	324 562 581 €	0 €	324 562 581 €
1996	350 526 691 €	0 €	350 526 691 €
1997	372 218 118 €	0 €	372 218 118 €
1998	382 673 290 €	0 €	382 673 290 €
1999	392 121 102 €	0 €	392 121 102 €
2000	399 418 190 €	0 €	399 418 190 €
2001	404 245 828 €	0 €	404 245 828 €
2002	406 544 295 €	0 €	406 544 295 €
2003	321 352 840 €	0 €	321 352 840 €
2004	370 108 465 €	0 €	370 108 465 €
2005	392 495 568 €	0 €	392 495 568 €
2006	429 149 894 €	0 €	429 149 894 €
2007	456 288 590 €	0 €	456 288 590 €
2008	463 025 316 €	0 €	463 025 316 €
2009	495 819 825 €	0 €	495 819 825 €
2010	573 343 612 €	0 €	573 343 612 €
2011	607 498 489 €	0 €	607 498 489 €
2012	624 219 908 €	0 €	624 219 908 €
2013	650 642 729 €	0 €	650 642 729 €
2014	658 714 905 €	0 €	658 714 905 €
2015	646 960 376 €	0 €	646 960 376 €
2016	757 076 170 €	0 €	757 076 170 €
2017	902 608 841 €	0 €	902 608 841 €
2018	848 763 043 €	0 €	848 763 043 €
* 2019	702 000 000 €	0 €	702 000 000 €
* 2020	601 000 000 €	0 €	601 000 000 €

\* Acompte, le cas échéant révisé

### *Plafond de la sécurité sociale*

Exercice	Plafond annuel au 01/01	Plafond annuel moyen	Evolution Plafond annuel moyen	Coefficient
1950	* 402,47 €	* 402,47 €	15,79%	102,2089
...				
1955	* 695,17 €	* 722,61 €	3,95%	56,9270
...				
1960	* 945,18 €	* 1 012,26 €	7,10%	40,6378
...				
1965	1 865,98 €	1 865,98 €	7,37%	22,0453
...				
1970	2 744,08 €	2 744,08 €	10,29%	14,9908
...				
1975	5 030,82 €	5 030,82 €	18,53%	8,1768
...				
1980	9 165,23 €	9 165,23 €	12,08%	4,4883
...				
1985	15 970,56 €	16 272,41 €	7,17%	2,5280
...				
1990	19 757,39 €	19 976,92 €	4,60%	2,0592
...				
1995	23 653,99 €	23 772,90 €	1,84%	1,7304
1996	24 385,74 €	24 577,83 €	3,39%	1,6737
1997	25 099,21 €	25 099,21 €	2,12%	1,6389
1998	25 776,08 €	25 776,08 €	2,70%	1,5959
1999	26 471,25 €	26 471,25 €	2,70%	1,5540
2000	26 892,01 €	26 892,01 €	1,59%	1,5069
2001	27 349,35 €	27 349,35 €	1,70%	1,5041
2002	28 224,00 €	28 224,00 €	3,20%	1,4575
2003	29 184,00 €	29 184,00 €	3,40%	1,4095
2004	29 712,00 €	29 712,00 €	1,81%	1,3845
2005	30 192,00 €	30 192,00 €	1,62%	1,3625
2006	31 068,00 €	31 068,00 €	2,90%	1,3241
2007	32 184,00 €	32 184,00 €	3,59%	1,2782
2008	33 276,00 €	33 276,00 €	3,39%	1,2362
2009	34 308,00 €	34 308,00 €	3,10%	1,1990
2010	34 620,00 €	34 620,00 €	0,91%	1,1882
2011	35 352,00 €	35 352,00 €	2,11%	1,1636
2012	36 372,00 €	36 372,00 €	2,89%	1,1310
2013	37 032,00 €	37 032,00 €	1,81%	1,1108
2014	37 548,00 €	37 548,00 €	1,39%	1,0956
2015	38 040,00 €	38 040,00 €	1,31%	1,0814
2016	38 616,00 €	38 616,00 €	1,51%	1,0653
2017	39 228,00 €	39 228,00 €	1,58%	1,0486
2018	39 732,00 €	39 732,00 €	1,28%	1,0353
2019	40 524,00 €	40 524,00 €	1,99%	1,0151
2020	41 136,00 €	41 136,00 €	1,51%	1,0000

\* Anciens francs convertis en euros

### **Plafond de la sécurité sociale**

Exercice	P annuel au 01/01	85% PASS	5 PASS	11,5% PASS	19% PASS	27% PASS
2004	29 712 €	25 255 €	148 560 €			
2005	30 192 €	25 663 €	150 960 €			
2006	31 068 €	26 408 €	155 340 €			
2007	32 184 €	27 356 €	160 920 €			
2008	33 276 €	28 285 €	166 380 €			
2009	34 308 €	29 162 €	171 540 €			
2010	34 620 €	29 427 €	173 100 €			
2011	35 352 €	30 049 €	176 760 €			
2012	36 372 €	30 916 €	181 860 €	* 1 910 €	6 911 €	** 10 548 €
2013	37 032 €	31 477 €	185 160 €	* 1 944 €	7 036 €	9 999 €
2014	37 548 €	31 916 €	187 740 €	* 1 971 €	7 134 €	10 138 €
2015	38 040 €	32 334 €	190 200 €	* 2 929 €	7 228 €	10 271 €
2016	38 616 €	32 824 €	193 080 €	4 441 €	7 337 €	10 426 €
2017	39 228 €	33 344 €	196 140 €	4 511 €	7 453 €	10 592 €
2018	39 732 €	33 772 €	198 660 €	4 569 €	7 549 €	10 728 €
2019	40 524 €	34 445 €	202 620 €	4 660 €	7 700 €	10 941 €
2020	41 136 €	34 966 €	205 680 €	4 731 €	7 816 €	11 107 €

\* Assiette de la cotisation minimale (en % du PASS) : 5,25% de 2012 à 2014, 7,7% en 2015 et 11,5% à partir de 2016 - \*\* Taux de 29% PASS en 2012

### **SMIC**

Date de parution au JO	En vigueur au 1er janvier	Smic horaire brut	Evolution	200 heures de smic	2080 heures de smic	120% du smic annuel
26 juin 1998	1999	6,13 €		1 226,00 €	12 750,40 €	13 387,92 €
2 juillet 1999	2000	6,21 €	1,31%	1 242,00 €	12 916,80 €	13 562,64 €
30 juin 2000	2001	6,41 €	3,22%	1 282,00 €	13 332,80 €	13 999,44 €
29 juin 2001	2002	6,67 €	4,06%	1 334,00 €	13 873,60 €	14 567,28 €
28 juin 2002	2003	6,83 €	2,40%	1 366,00 €	14 206,40 €	14 916,72 €
28 juin 2003	2004	7,19 €	5,27%	1 438,00 €	14 955,20 €	15 702,96 €
2 juillet 2004	2005	7,61 €	5,84%	1 522,00 €	15 828,80 €	16 620,24 €
30 juin 2005	2006	8,03 €	5,52%	1 606,00 €	16 702,40 €	17 537,52 €
30 juin 2006	2007	8,27 €	2,99%	1 654,00 €	17 201,60 €	18 061,68 €
29 juin 2007	2008	8,44 €	2,06%	1 688,00 €	17 555,20 €	18 432,96 €
28 juin 2008	2009	8,71 €	3,20%	1 742,00 €	18 116,80 €	19 022,64 €
26 juin 2009	01/07/2009	8,82 €	1,26%	-	-	-
19 déc. 2009	2010	8,86 €	1,72%	1 772,00 €	18 428,80 €	19 350,24 €
18 déc. 2010	2011	9,00 €	1,58%	1 800,00 €	18 720,00 €	19 656,00 €
30 nov. 2011	01/12/2011	9,19 €	2,11%	1 838,00 €	19 115,20 €	20 070,96 €
23 déc. 2011	01/01/2012	9,22 €	0,33%	1 844,00 €	19 177,60 €	20 136,48 €
26 juin 2012	01/07/2012	9,40 €	2,29%	1 880,00 €	19 552,00 €	20 529,60 €
21 déc. 2012	2013	9,43 €	2,28%	1 886,00 €	19 614,40 €	20 595,12 €
20 déc. 2013	2014	9,53 €	1,06%	1 906,00 €	19 822,40 €	20 813,52 €
24 déc. 2014	2015	9,61 €	0,84%	1 922,00 €	19 988,80 €	20 988,24 €
18 déc. 2015	2016	9,67 €	0,62%	1 934,00 €	20 113,60 €	21 119,28 €
21 déc. 2016	2017	9,76 €	0,93%	1 952,00 €	20 300,80 €	21 315,84 €
15 déc. 2017	2018	9,88 €	1,23%	1 976,00 €	20 550,40 €	21 577,92 €
19 déc. 2018	2019	10,03 €	1,52%	2 006,00 €	20 862,40 €	21 905,52 €
18 déc. 2019	2020	10,15 €	1,20%	2 030,00 €	21 112,00 €	22 167,60 €

## ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE TABLEAUX DES SECTIONS

### *Ensemble des sections, conjoints collaborateurs et micro-entrepreneurs*

Exercice 2019	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés		Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
CPRN	10 071	5 243	1,92	123	1 415	1,69
CAVOM	3 979	2 922	1,36	0	341	1,29
CARMF	121 590	73 290	1,66	802	12 725	1,53
CARCDSF	44 245	21 672	2,04	178	3 987	1,87
CAVP	29 832	23 411	1,27	74	2 502	1,21
CARPIMKO	218 821	63 187	3,46	21	2 550	3,39
CARPV	10 999	3 838	2,87	105	1 272	2,46
CAVAMAC	11 190	26 765	0,42	277	9 875	0,35
CAVEC	14 193	10 287	1,38	0	2 002	1,26
CIPAV	226 526	94 974	2,39	451	11 585	2,25
<b>Ens. Profession libérale</b>	<b>691 446</b>	<b>325 589</b>	<b>2,12</b>	<b>2 031</b>	<b>48 254</b>	<b>1,98</b>
Micro- entrepreneurs	* 205 000	10 442	19,63	0	178	19,47
Conjoints collaborateurs	3 964	4 149	0,96	0	18	0,95
<b>Total CNAVPL</b>	<b>900 410</b>	<b>340 180</b>	<b>2,65</b>	<b>2 031</b>	<b>48 450</b>	<b>2,47</b>

\* Estimation CNAVPL

**Ensemble des sections (historique)**

Exercice	Cotisans réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/((B)+0,5x(C))
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	103 262	8 824	11,70	4 010	-	10 496	7,34
...							
1970	176 938	36 233	4,88	10 709	-	18 050	3,91
...							
1980	253 571	55 877	4,54	14 575	-	19 960	3,85
...							
1990	361 508	85 273	4,24	6 661	6 175	23 681	3,72
1991	372 810	89 901	4,15	5 845	6 961	25 314	3,64
1992	377 521	93 406	4,04	5 168	7 521	25 862	3,55
1993	383 522	97 779	3,92	4 495	8 102	27 507	3,44
1994	393 541	102 206	3,85	4 003	8 438	28 519	3,38
1995	400 894	106 356	3,77	3 484	8 748	29 529	3,31
1996	410 474	110 025	3,73	2 966	9 041	30 612	3,28
1997	418 998	113 913	3,68	2 520	9 255	31 670	3,23
1998	426 509	117 874	3,62	2 064	9 379	32 613	3,18
1999	436 723	121 755	3,59	1 731	9 439	33 431	3,15
2000	444 020	125 499	3,54	1 425	9 418	34 383	3,11
2001	448 663	129 072	3,48	1 150	9 274	35 168	3,06
2002	459 288	133 253	3,45	939	9 015	36 236	3,03
2003	466 913	137 124	3,41	587	8 822	36 809	3,00
2004	502 569	142 622	3,52	448	8 446	37 488	3,11
2005	512 239	148 053	3,46	328	7 985	37 612	3,07
2006	533 665	153 811	3,47	249	7 570	38 717	3,08
2007	554 273	162 518	3,41	186	7 184	40 742	3,03
2008	573 369	174 169	3,29	140	6 777	41 278	2,94
2009	601 000	185 973	3,23	108	6 358	42 498	2,90
2010	650 061	199 342	3,26	75	5 956	43 950	2,94
2011	686 912	212 792	3,23	57	5 513	44 802	2,92
2012	702 037	225 921	2,75	44	5 064	45 438	2,82
2013	729 229	240 710	2,64	28	4 643	45 842	2,77
2014	750 538	254 471	2,55	25	4 074	46 307	2,70
2015	777 732	270 022	2,38	6	3 676	46 980	2,19
2016	855 074	284 980	2,32	2	3 238	48 089	2,14
2017	962 484	299 831	3,08	0	2 707	48 251	2,85
2018	953 654	317 519	3,00	0	2 332	48 347	2,79
2019	896 433	336 055	2,67	0	2 031	48 913	2,49

**Observations :**

A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisans réels.  
A compter de 2010, prise en compte des micro-entrepreneurs dans les effectifs (économiquement actifs pour les cotisans (voir effectifs micro-entrepreneurs p.45)).

### **Caisse de prévoyance et de retraite des notaires**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/(B)+0,5x(C)
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	6 699	1 246	5,38	562	-	1 322	3,51
...							
1980	5 772	2 273	2,54	1 107	-	1 965	1,77
1981	6 046	2 320	2,61	1 087	-	1 956	1,83
1982	6 254	2 360	2,65	1 079	-	1 936	1,88
1983	6 453	2 380	2,71	1 056	-	1 886	1,94
1984	6 729	2 368	2,84	975	-	1 836	2,05
1985	6 699	2 413	2,78	860	70	1 841	2,01
1986	6 828	2 495	2,74	796	96	1 832	2,00
1987	6 783	2 574	2,64	720	138	1 839	1,94
1988	6 793	2 649	2,56	660	197	1 816	1,91
1989	6 807	2 686	2,53	571	249	1 836	1,89
1990	6 849	2 747	2,49	506	301	1 841	1,87
1991	6 916	2 820	2,45	442	340	1 858	1,84
1992	6 996	2 875	2,43	399	373	1 875	1,84
1993	7 066	2 931	2,41	348	407	1 887	1,82
1994	7 058	2 973	2,37	296	440	1 893	1,80
1995	7 085	3 025	2,34	245	454	1 905	1,78
1996	7 128	3 055	2,33	209	463	1 924	1,77
1997	7 105	3 092	2,30	169	483	1 932	1,75
1998	7 111	3 179	2,24	137	497	1 901	1,72
1999	7 137	3 222	2,22	116	526	1 904	1,71
2000	7 193	3 241	2,22	89	535	1 886	1,72
2001	7 215	3 252	2,22	72	531	1 860	1,73
2002	7 312	3 250	2,25	55	532	1 848	1,75
2003	7 361	3 274	2,25	42	525	1 845	1,75
2004	7 745	3 349	2,31	33	508	1 828	1,82
2005	7 798	3 387	2,30	17	495	1 811	1,82
2006	7 922	3 449	2,30	15	472	1 786	1,82
2007	8 025	3 608	2,22	9	461	1 767	1,79
2008	8 085	3 711	2,18	8	429	1 714	1,77
2009	8 168	3 841	2,13	5	406	1 739	1,73
2010	8 199	3 995	2,05	5	373	1 699	1,69
2011	8 300	4 173	1,99	5	347	1 662	1,66
2012	8 375	4 283	1,96	5	309	1 638	1,64
2013	8 422	4 381	1,92	4	289	1 599	1,63
2014	8 480	4 555	1,86	3	245	1 596	1,58
2015	8 530	4 651	1,83	0	209	1 577	1,57
2016	8 505	4 687	1,81	0	193	1 525	1,56
** 2017	8 455	4 914	1,72	0	164	1 495	1,49
2018	9 438	5 089	1,85	0	144	1 461	1,62
2019	10 071	5 243	1,92	0	123	1 415	1,69

\* Du 1er janvier 1975 au 31 décembre 2003, les notaires de plus de 65 ans sont exonérés des cotisations

\*\* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

**Caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels,  
officiers publics et des compagnies judiciaires**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/((B)+0,5x(C))
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	8 011	870	9,21	385	-	1 417	5,08
...							
1980	3 894	1 921	2,03	732	-	1 315	1,51
1981	3 970	1 911	2,08	697	-	1 299	1,55
1982	4 025	1 910	2,11	677	-	1 270	1,58
1983	4 063	1 887	2,15	661	-	1 257	1,62
1984	4 078	1 863	2,19	612	-	1 247	1,64
1985	4 128	1 845	2,24	542	37	1 251	1,67
1986	4 195	1 881	2,23	499	67	1 244	1,68
1987	4 261	1 903	2,24	454	103	1 251	1,69
1988	4 300	1 909	2,25	400	133	1 269	1,69
1989	4 333	1 909	2,27	357	147	1 286	1,70
1990	4 388	1 877	2,34	314	161	1 271	1,75
1991	4 496	1 768	2,54	249	171	1 232	1,89
1992	4 569	1 753	2,61	216	181	1 238	1,93
1993	4 643	1 744	2,66	186	186	1 223	1,97
1994	4 576	1 721	2,66	149	179	1 225	1,96
1995	4 595	1 718	2,67	130	172	1 220	1,97
1996	4 611	1 694	2,72	107	167	1 212	2,00
1997	4 640	1 660	2,80	90	165	1 223	2,04
1998	4 648	1 656	2,81	73	163	1 222	2,05
1999	4 663	1 640	2,84	61	140	1 197	2,08
2000	4 664	1 634	2,85	49	134	1 202	2,09
2001	4 670	1 628	2,87	43	133	1 171	2,11
2002	4 688	1 609	2,91	29	116	1 155	2,14
2003	4 685	1 607	2,92	23	117	1 136	2,15
2004	4 665	1 610	2,90	19	108	1 107	2,16
2005	4 723	1 671	2,83	12	97	1 065	2,14
2006	4 752	1 686	2,82	7	88	1 063	2,14
2007	4 790	1 722	2,78	6	88	1 060	2,13
2008	4 763	1 769	2,69	5	81	1 029	2,09
2009	4 720	1 864	2,53	5	79	1 036	1,98
2010	4 697	1 922	2,44	2	68	1 015	1,93
2011	4 609	2 007	2,30	2	60	987	1,84
** 2012	4 221	2 155	1,96	2	55	962	1,60
2013	4 176	2 254	1,85	2	55	929	1,54
2014	4 123	2 347	1,76	2	40	905	1,47
2015	4 098	2 399	1,71	2	35	897	1,44
2016	4 078	2 466	1,65	0	30	885	1,40
*** 2017	4 012	2 531	1,59	0	25	856	1,36
2018	3 980	2 707	1,47	0	0	861	1,27
2019	3 966	2 946	1,35	0	0	822	1,18

\* A compter du 1er janvier 1973, les avoués et les agréés ont quitté la CAVOM pour la CNBF

\*\* A compter du 1er janvier 2012, disparition de la profession d'avoué près les Cours d'appel

\*\*\* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

**Caisse autonome de retraite des médecins de France**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/((B)+0,5x(C))
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	27 200	1 948	13,96	896	-	4 128	6,78
...							
1980	65 429	8 728	7,50	3 371	-	5 122	5,80
1981	69 970	9 322	7,51	3 451	-	5 093	5,90
1982	74 002	10 061	7,36	3 595	-	5 161	5,85
1983	76 989	10 525	7,31	3 646	-	5 166	5,87
1984	79 905	11 054	7,23	3 446	-	5 190	5,85
1985	82 743	11 866	6,97	2 879	710	5 252	5,71
1986	86 206	13 024	6,62	2 577	1 177	5 445	5,47
1987	90 343	14 039	6,44	2 351	1 518	5 557	5,37
1988	94 285	15 046	6,27	2 129	1 916	5 661	5,27
1989	99 334	15 805	6,28	1 923	2 246	6 027	5,28
1990	103 706	16 602	6,25	1 715	2 546	6 334	5,25
1991	107 259	17 529	6,12	1 531	2 806	6 678	5,14
1992	109 406	18 675	5,86	1 345	3 022	7 015	4,93
1993	111 230	19 726	5,64	1 158	3 193	7 418	4,75
1994	112 883	20 793	5,43	1 002	3 332	7 725	4,58
1995	114 034	21 768	5,24	881	3 441	8 033	4,42
1996	115 508	22 703	5,09	754	3 555	8 323	4,30
1997	116 756	23 415	4,99	651	3 589	8 710	4,20
1998	117 860	24 297	4,85	548	3 623	9 028	4,09
1999	119 173	24 929	4,78	439	3 654	9 266	4,03
2000	120 005	25 588	4,69	357	3 614	9 603	3,95
2001	120 348	26 173	4,60	275	3 523	9 901	3,87
2002	120 662	26 795	4,50	218	3 446	10 353	3,77
2003	120 692	27 470	4,39	170	3 331	10 423	3,69
2004	124 360	28 112	4,42	124	3 183	10 634	3,72
2005	124 155	29 284	4,24	91	3 010	10 815	3,58
2006	124 285	30 379	4,09	71	2 846	10 955	3,47
2007	123 972	31 959	3,88	50	2 673	11 113	3,30
2008	123 539	33 999	3,63	36	2 503	11 316	3,12
2009	123 378	36 343	3,39	25	2 335	11 918	2,92
2010	123 574	39 188	3,15	15	2 152	12 175	2,73
2011	123 777	42 286	2,93	6	1 988	12 354	2,55
2012	123 199	45 900	2,68	4	1 835	12 470	2,36
2013	122 730	49 535	2,48	2	1 643	12 407	2,20
2014	122 466	53 683	2,28	2	1 487	12 511	2,04
2015	122 004	58 161	2,10	1	1 334	12 484	1,89
2016	121 352	62 288	1,95	1	1 195	12 533	1,77
* 2017	121 198	65 751	1,84	0	1 054	12 607	1,68
2018	121 525	69 654	1,74	0	917	12 627	1,60
2019	121 590	73 290	1,66	0	802	12 725	1,53

\* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

**Caisse autonome de retraite des chirurgiens dentistes et des sages-femmes**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/((B)+0,5x(C))
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	8 893	810	10,98	256	-	301	9,26
...							
1980	28 425	4 112	6,91	1 162	-	1 037	6,14
1981	28 972	4 209	6,88	1 150	-	1 051	6,12
1982	30 140	4 272	7,06	1 011	-	1 321	6,11
1983	30 977	4 273	7,25	935	-	1 237	6,33
1984	32 068	4 434	7,23	996	-	1 199	6,37
1985	32 610	4 619	7,06	909	55	1 232	6,23
1986	32 820	4 930	6,66	798	170	1 252	5,91
1987	33 646	5 339	6,30	708	237	1 309	5,61
1988	34 419	5 939	5,80	653	307	1 313	5,22
1989	35 350	6 165	5,73	552	337	1 545	5,10
1990	35 712	6 669	5,35	536	385	1 629	4,77
1991	36 268	7 122	5,09	515	430	2 075	4,44
1992	36 396	7 517	4,84	495	463	1 737	4,34
1993	35 264	7 883	4,47	476	472	1 821	4,01
1994	35 496	8 213	4,32	453	484	1 909	3,87
1995	35 536	8 439	4,21	427	533	1 988	3,77
1996	35 883	8 658	4,14	404	558	2 123	3,69
1997	35 759	8 955	3,99	378	583	2 195	3,56
1998	35 889	9 170	3,91	341	595	2 297	3,48
1999	36 077	9 489	3,80	311	600	2 386	3,38
2000	36 155	9 785	3,69	290	613	2 473	3,28
2001	36 141	10 029	3,60	257	625	2 561	3,20
2002	36 604	10 282	3,56	223	636	2 640	3,15
2003	36 086	10 037	3,60	54	630	2 702	3,17
2004	36 364	11 240	3,24	43	619	2 784	2,88
2005	36 626	11 001	3,33	32	576	2 893	2,94
2006	36 349	11 216	3,24	19	537	3 091	2,85
2007	36 570	11 656	3,14	13	507	3 565	2,72
2008	36 641	12 086	3,03	7	472	3 585	2,64
* 2009	39 523	14 544	2,72	4	455	3 691	2,41
2010	39 671	15 042	2,64	4	428	3 799	2,34
2011	39 610	15 747	2,52	4	404	3 859	2,24
2012	39 908	16 819	2,37	3	369	3 957	2,12
2013	40 132	17 654	2,27	0	338	4 027	2,04
2014	41 369	18 415	2,25	0	310	4 101	2,02
2015	42 063	19 188	2,19	0	288	4 234	1,97
2016	42 448	19 831	2,14	0	263	4 382	1,93
** 2017	43 328	20 324	2,13	0	233	3 970	1,94
2018	43 776	20 887	2,10	0	208	3 991	1,91
2019	44 245	21 672	2,04	0	178	3 987	1,87

\* A compter du 1er janvier 2009, les ressortissants de la CARSAF ont rejoint la CARCDSF

\*\* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

### Caisse d'assurance vieillesse des pharmaciens

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	13 308	1 251	10,64	610	-	2 444	5,38
...							
1980	22 746	4 624	4,92	1 137	-	1 665	4,17
1981	23 282	5 025	4,63	1 173	-	1 653	3,98
1982	24 018	5 271	4,56	1 151	-	1 675	3,93
1983	24 451	5 635	4,34	1 166	-	1 646	3,79
1984	25 288	5 970	4,24	1 149	-	1 655	3,72
1985	26 375	6 382	4,13	1 106	52	1 688	3,65
1986	26 998	6 885	3,92	961	196	1 688	3,49
1987	27 551	7 443	3,70	882	287	1 736	3,32
1988	28 252	8 034	3,52	820	369	1 776	3,17
1989	28 797	8 575	3,36	746	445	1 939	3,02
1990	29 521	9 042	3,26	665	531	2 096	2,93
1991	30 027	9 503	3,16	594	591	2 245	2,83
1992	30 467	9 846	3,09	525	631	2 385	2,76
1993	30 951	10 154	3,05	473	677	2 595	2,70
1994	31 139	10 374	3,00	419	704	2 737	2,65
1995	31 324	10 604	2,95	367	711	2 863	2,60
1996	31 578	10 732	2,94	325	646	2 980	2,58
1997	31 641	10 960	2,89	277	645	2 994	2,54
1998	31 845	11 115	2,87	230	627	3 063	2,52
1999	31 972	11 345	2,82	201	618	3 107	2,48
2000	32 052	11 495	2,79	158	584	3 144	2,45
2001	32 233	11 677	2,76	120	523	3 174	2,43
2002	32 480	11 875	2,74	103	478	3 219	2,41
2003	32 659	12 051	2,71	79	455	3 231	2,39
2004	33 050	12 323	2,68	58	422	3 236	2,37
2005	33 060	12 641	2,62	44	401	3 174	2,32
2006	33 135	12 910	2,57	28	374	3 215	2,28
2007	33 225	13 671	2,43	23	347	3 222	2,17
2008	33 157	14 480	2,29	18	325	3 124	2,07
2009	33 002	15 328	2,15	11	301	3 090	1,96
2010	32 548	16 141	2,02	6	273	3 040	1,84
2011	32 161	17 017	1,89	6	243	3 006	1,74
2012	32 100	18 013	1,78	4	213	2 929	1,65
2013	31 686	18 737	1,69	2	191	2 853	1,57
2014	31 370	19 454	1,61	2	167	2 788	1,50
2015	31 092	20 165	1,54	1	143	2 718	1,44
2016	30 252	20 801	1,45	1	123	2 675	1,37
* 2017	30 620	21 528	1,42	0	114	2 626	1,34
2018	30 204	22 412	1,35	0	90	2 565	1,27
2019	29 832	23 411	1,27	0	74	2 502	1,21

\* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

**Caisse autonome de retraite des sages-femmes françaises**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/((B)+0,5x(C))
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	5 735	1 081	5,31	0	0	0	5,31
...							
1960	4 024	1 621	2,48	0	0	0	2,48
...							
1970	3 141	2 115	1,49	0	0	0	1,49
...							
1980	1 766	2 905	0,61	0	0	0	0,61
1981	1 634	2 962	0,55	0	0	0	0,55
1982	1 539	3 001	0,51	0	0	0	0,51
1983	1 336	3 006	0,44	0	0	0	0,44
1984	1 250	3 108	0,40	0	0	0	0,40
1985	1 219	3 113	0,39	0	0	0	0,39
1986	1 091	3 152	0,35	0	0	0	0,35
1987	1 124	3 199	0,35	0	0	0	0,35
1988	1 132	3 203	0,35	0	0	0	0,35
1989	1 157	3 191	0,36	0	0	0	0,36
1990	1 172	3 188	0,37	0	0	0	0,37
1991	1 196	3 145	0,38	0	0	0	0,38
1992	1 204	3 115	0,39	0	0	0	0,39
1993	1 185	3 048	0,39	0	0	1	0,39
1994	1 203	3 023	0,40	0	0	9	0,40
1995	1 271	2 958	0,43	0	0	12	0,43
1996	1 332	2 871	0,46	0	0	12	0,46
1997	1 423	2 772	0,51	0	0	13	0,51
1998	1 505	2 667	0,56	0	0	14	0,56
1999	1 597	2 554	0,63	0	0	19	0,62
2000	1 693	2 471	0,69	0	0	21	0,68
2001	1 766	2 382	0,74	0	0	22	0,74
2002	1 859	2 251	0,83	0	0	20	0,82
2003	1 976	2 172	0,91	0	0	17	0,91
2004	2 109	2 120	0,99	0	0	18	0,99
2005	2 189	2 067	1,06	0	0	28	1,05
2006	2 414	1 993	1,21	0	0	25	1,20
2007	2 547	1 952	1,30	0	0	24	1,30
2008	2 785	1 910	1,46	0	0	21	1,45
2009	Depuis le 1er janvier 2009 les ressortissants de la CARSAF ont rejoint la CARCDSF						

**Caisse autonome de retraite de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinesithérapeutes, pédicures, podologues, orthophonistes et orthoptistes**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/((B)+0,5x(C))
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	6 285	-	-	-	-	-	-
...							
1980	44 345	7 613	5,82	209	-	346	5,70
1981	46 464	7 753	5,99	196	-	369	5,85
1982	48 882	7 809	6,26	190	-	387	6,11
1983	50 651	7 754	6,53	196	-	398	6,37
1984	53 026	8 005	6,62	195	-	394	6,47
1985	57 053	8 257	6,91	183	0	352	6,77
1986	60 272	8 717	6,91	156	27	365	6,77
1987	64 651	9 054	7,14	145	39	378	6,99
1988	68 667	9 321	7,37	132	47	384	7,22
1989	72 402	9 548	7,58	109	50	427	7,42
1990	76 267	9 864	7,73	97	56	470	7,55
1991	80 179	10 219	7,85	86	63	526	7,65
1992	83 500	10 580	7,89	80	67	567	7,69
1993	87 208	10 977	7,94	71	70	613	7,73
1994	91 682	11 492	7,98	60	72	668	7,75
1995	94 315	12 086	7,80	45	71	719	7,58
1996	96 587	12 590	7,67	33	73	748	7,45
1997	98 961	13 266	7,46	26	67	804	7,24
1998	100 847	13 983	7,21	21	68	850	7,00
1999	103 190	14 721	7,01	16	69	893	6,80
2000	106 005	15 459	6,86	13	68	929	6,66
2001	107 968	16 249	6,64	11	61	985	6,45
2002	109 827	17 225	6,38	8	64	1 041	6,19
2003	112 331	18 330	6,13	5	70	1 103	5,95
2004	119 344	19 368	6,16	5	70	1 157	5,98
2005	123 068	20 885	5,89	3	60	1 182	5,73
2006	127 835	22 617	5,65	3	59	1 132	5,51
2007	132 551	24 906	5,32	3	58	1 321	5,18
2008	137 597	27 811	4,95	3	55	1 408	4,83
2009	142 694	30 799	4,63	3	53	1 483	4,52
2010	148 662	34 078	4,36	3	50	1 586	4,26
2011	154 943	37 590	4,12	3	48	1 663	4,03
2012	162 132	40 712	3,98	1	45	1 781	3,90
2013	169 777	43 666	3,89	1	40	1 870	3,81
2014	177 628	46 641	3,81	0	39	1 976	3,73
2015	185 421	49 937	3,71	0	32	2 112	3,64
2016	193 316	53 001	3,65	0	29	2 234	3,57
* 2017	204 524	55 847	3,66	0	27	2 301	3,59
2018	212 708	59 357	3,58	0	23	2 416	3,51
2019	218 821	63 187	3,46	0	21	2 550	3,39

\* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRE dans les cotisants réels.

**Caisse autonome de retraites  
de prévoyance des vétérinaires**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/((B)+0,5x(C))
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	2 507	355	7,06	153	-	461	4,28
...							
1980	4 969	714	6,96	332	-	525	5,09
1981	5 159	745	6,92	339	-	516	5,14
1982	5 360	781	6,86	336	-	513	5,17
1983	5 475	809	6,77	336	-	510	5,15
1984	5 631	840	6,70	338	-	513	5,14
1985	5 870	933	6,29	317	27	526	4,91
1986	6 066	1 059	5,73	295	62	516	4,61
1987	6 287	1 189	5,29	296	97	528	4,33
1988	6 455	1 312	4,92	253	159	676	3,91
1989	6 658	1 426	4,67	211	233	677	3,77
1990	6 827	1 519	4,49	145	327	697	3,66
1991	6 973	1 616	4,31	89	446	695	3,55
1992	7 079	1 717	4,12	67	494	700	3,42
1993	7 217	1 811	3,99	38	557	748	3,30
1994	7 352	1 873	3,93	128	505	770	3,26
1995	7 495	1 965	3,81	107	581	787	3,18
1996	7 661	2 034	3,77	72	645	816	3,14
1997	7 750	2 082	3,72	68	676	843	3,10
1998	7 865	2 150	3,66	45	700	862	3,05
1999	7 969	2 201	3,62	39	706	904	3,00
2000	8 023	2 252	3,56	32	708	932	2,95
2001	8 178	2 290	3,57	26	721	941	2,96
2002	8 308	2 310	3,60	26	702	992	2,96
2003	8 355	2 349	3,56	0	712	1 005	2,93
2004	8 661	2 394	3,62	0	673	1 028	2,98
2005	8 707	2 515	3,46	0	639	1 027	2,88
2006	8 903	2 581	3,45	0	612	1 062	2,86
2007	9 057	2 690	3,37	0	587	1 109	2,79
2008	9 393	2 776	3,38	0	565	1 122	2,81
2009	9 552	2 905	3,29	0	561	1 153	2,74
2010	9 713	3 014	3,22	0	536	1 161	2,70
2011	9 935	3 135	3,17	0	515	1 188	2,66
2012	10 053	3 217	3,12	0	498	1 216	2,63
2013	10 134	3 310	3,06	0	482	1 227	2,58
2014	10 384	3 419	3,04	0	318	1 243	2,57
2015	10 472	3 534	2,96	0	284	1 245	2,52
2016	10 638	3 604	2,95	0	220	1 252	2,51
* 2017	10 921	3 655	2,99	0	141	1 248	2,55
2018	10 896	3 762	2,90	0	119	1 264	2,48
2019	10 999	3 838	2,87	0	105	1 272	2,46

\* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

**Caisse d'allocation vieillesse des agents généraux  
et des mandataires non salariés de l'assurance et de capitalisation**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/(B)+0,5x(C)
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	-	-	-	-	-	-	-
...							
1980	22 931	10 216	2,24	3 083	-	3 515	1,92
1981	22 679	10 551	2,15	3 017	-	3 560	1,84
1982	22 200	10 820	2,05	2 917	-	3 607	1,76
1983	21 973	11 004	2,00	2 832	-	3 545	1,72
1984	22 234	11 297	1,97	2 613	-	3 732	1,69
1985	22 185	11 770	1,88	2 369	-	3 738	1,63
1986	21 698	12 842	1,69	2 104	331	3 835	1,47
1987	21 506	13 770	1,56	1 876	525	3 880	1,37
1988	21 394	14 488	1,48	1 674	631	3 899	1,30
1989	21 127	15 161	1,39	1 526	756	4 098	1,23
1990	20 612	15 826	1,30	1 349	864	4 372	1,14
1991	20 064	16 872	1,19	1 213	966	4 804	1,04
1992	19 401	17 670	1,10	1 102	1 084	5 076	0,96
1993	18 488	18 432	1,00	947	1 192	5 736	0,87
1994	18 597	18 966	0,98	812	1 240	5 939	0,85
1995	17 799	19 426	0,92	697	1 251	6 211	0,79
1996	17 521	19 759	0,89	570	1 312	6 450	0,76
1997	17 307	20 180	0,86	452	1 336	6 701	0,74
1998	16 756	20 606	0,81	363	1 341	6 928	0,70
1999	16 161	20 928	0,77	304	1 321	7 027	0,66
2000	15 522	21 339	0,73	237	1 296	7 241	0,62
2001	15 177	21 764	0,70	182	1 285	7 421	0,60
2002	14 661	22 189	0,66	145	1 240	7 600	0,56
2003	14 206	22 563	0,63	117	1 203	7 721	0,54
2004	14 271	23 021	0,62	86	1 145	7 836	0,53
2005	13 920	23 510	0,59	67	1 063	7 723	0,51
2006	13 513	23 910	0,57	58	1 003	8 159	0,48
2007	13 247	24 437	0,54	44	949	8 648	0,46
2008	12 957	25 056	0,52	28	893	8 701	0,44
2009	12 761	25 630	0,50	25	827	8 753	0,43
2010	12 459	26 350	0,47	16	783	9 377	0,40
2011	12 230	26 798	0,46	10	716	9 581	0,39
2012	11 896	27 095	0,44	6	659	9 815	0,37
2013	11 580	27 323	0,42	2	598	9 872	0,36
2014	11 554	27 387	0,42	2	527	9 825	0,36
2015	11 541	27 523	0,42	1	481	9 954	0,36
2016	11 373	27 549	0,41	0	420	10 019	0,35
* 2017	11 499	27 271	0,42	0	377	9 996	0,36
2018	11 349	26 817	0,42	0	324	9 833	0,36
2019	11 190	26 765	0,42	0	277	9 875	0,35

\* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

**Caisse d'assurance vieillesse des experts-comptables et des commissaires aux comptes**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	-	-	-	-	-	-	-
...							
* 1980	10 791	3 225	3,35	942	-	1 466	2,73
1981	10 985	3 117	3,52	867	-	1 455	2,86
1982	11 240	3 053	3,68	787	-	1 433	2,98
1983	11 461	3 018	3,80	727	-	1 398	3,08
1984	11 545	2 997	3,85	665	-	1 393	3,13
1985	11 599	3 037	3,82	560	53	1 354	3,12
1986	11 702	3 139	3,73	485	96	1 354	3,07
1987	11 906	3 230	3,69	422	130	1 332	3,06
1988	12 247	3 337	3,67	374	177	1 338	3,06
1989	12 445	3 447	3,61	326	222	1 395	3,00
1990	12 944	3 574	3,62	272	246	1 460	3,01
1991	13 338	3 733	3,57	234	269	1 504	2,97
1992	13 780	3 844	3,58	190	298	1 555	2,98
1993	14 234	3 953	3,60	158	315	1 568	3,00
1994	15 107	4 106	3,68	133	344	1 605	3,08
1995	15 458	4 215	3,67	114	324	1 623	3,08
1996	15 577	4 301	3,62	94	333	1 697	3,02
1997	15 850	4 413	3,59	71	355	1 753	3,00
1998	15 917	4 525	3,52	53	358	1 755	2,95
1999	16 003	4 654	3,44	43	350	1 789	2,88
2000	16 141	4 785	3,37	34	380	1 818	2,83
2001	16 232	4 889	3,32	23	369	1 846	2,79
2002	16 398	5 017	3,27	16	340	1 831	2,76
2003	16 682	5 119	3,26	10	332	1 869	2,76
2004	17 033	5 204	3,27	8	315	1 882	2,77
2005	17 191	5 407	3,18	7	294	1 865	2,71
2006	17 508	5 585	3,13	3	274	1 894	2,68
2007	18 091	5 817	3,11	4	271	2 003	2,65
2008	18 461	6 053	3,05	4	257	1 963	2,62
2009	18 736	6 458	2,90	2	241	2 014	2,51
2010	18 611	6 918	2,69	2	222	2 057	2,34
2011	18 620	7 356	2,53	2	205	2 061	2,22
** 2012	13 705	7 754	1,77	2	192	2 050	1,56
2013	13 799	8 148	1,69	1	172	2 056	1,50
2014	13 912	8 526	1,63	1	154	2 052	1,46
2015	14 082	8 909	1,58	1	140	2 024	1,42
2016	14 008	9 209	1,52	0	128	2 043	1,37
*** 2017	14 266	9 490	1,50	0	0	2 069	1,36
2018	14 202	9 819	1,45	0	0	2 001	1,31
2019	14 193	10 287	1,38	0	0	2 002	1,26

\* Les experts-comptables stagiaires autorisés à exercer sont affiliés depuis le 1er janvier 1980

\*\* Les experts-comptables salariés ne cotisent plus au régime de base à compter du 1er janvier 2012

\*\*\* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRe dans les cotisants réels.

**Caisse autonome de retraite des géomètres-experts, experts agricoles et fonciers**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/(B)+0,5x(C)
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1955 *	1 526	94	16,23	43	-	117	10,01
...							
1960	1 597	239	6,68	84	-	144	5,14
...							
1970	1 850	538	3,44	216	-	253	2,78
...							
1980	2 020	766	2,64	254	-	324	2,18
1981	2 060	748	2,75	244	-	321	2,27
1982	2 217	710	3,12	228	-	330	2,53
1983	2 273	675	3,37	217	-	320	2,72
1984	2 217	658	3,37	197	-	321	2,71
1985	2 212	660	3,35	180	2	322	2,69
1986	2 210	675	3,27	172	11	316	2,65
1987	2 176	670	3,25	173	22	314	2,63
1988	2 135	677	3,15	159	27	321	2,55
1989	2 111	702	3,01	147	30	335	2,43
1990	2 128	724	2,94	147	41	344	2,38
1991	2 156	762	2,83	98	40	353	2,30
1992	2 101	770	2,73	90	30	373	2,20
1993	1 916	840	2,28	67	49	385	1,86
1994	1 923	893	2,15	59	60	391	1,77
1995	1 862	909	2,05	53	66	400	1,68
1996	1 798	930	1,93	41	69	412	1,58
1997	1 748	963	1,82	38	73	412	1,50
1998	1 710	1 009	1,69	33	80	418	1,40
1999	1 682	1 035	1,63	27	79	423	1,35
2000	Depuis le 1er janvier 2000 les géomètres relèvent de la CIPAV						

\* La section des géomètres, instituée par décret du 8 octobre 1954, a commencé ses opérations en 1955

**Caisse de retraite de l'enseignement, des arts appliqués, du sport et du tourisme**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/((B)+0,5x(C))
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1977 *	7 570	2 272	3,33	157	-	136	3,24
1978	8 113	2 283	3,55	159	-	136	3,45
1979	8 987	2 293	3,92	167	-	143	3,80
1980	10 541	2 308	4,57	160	-	158	4,42
1981	11 845	2 303	5,14	158	-	162	4,97
1982	11 567	2 287	5,06	150	-	169	4,88
1983	11 245	2 274	4,95	137	-	177	4,76
1984	11 870	2 263	5,25	131	-	175	5,05
1985	12 556	2 258	5,56	120	5	181	5,35
1986	13 355	2 345	5,70	108	9	183	5,48
1987	14 491	2 476	5,85	101	19	188	5,64
1988	15 126	2 574	5,88	92	34	191	5,67
1989	16 208	2 666	6,08	80	47	217	5,84
1990	16 550	2 738	6,04	72	53	226	5,80
1991	16 566	2 976	5,57	67	65	244	5,35
1992	16 589	3 125	5,31	61	77	270	5,09
1993	17 820	3 295	5,41	47	88	307	5,17
1994	17 849	3 539	5,04	40	92	319	4,83
1995	18 796	3 723	5,05	38	99	325	4,84
1996	19 702	3 928	5,02	34	104	345	4,80
1997	20 693	4 151	4,99	31	108	347	4,79
1998	21 388	4 364	4,90	22	93	358	4,71
1999	22 216	4 590	4,84	14	95	382	4,65
2000	23 315	4 809	4,85	11	96	408	4,65
2001	23 210	5 024	4,62	10	99	429	4,43
2002	23 989	5 245	4,57	8	91	434	4,39
2003	23 352	5 456	4,28	7	88	457	4,11
2004	Depuis le 1er janvier 2004 les ressortissants de la CREA ont rejoint la CIPAV						

\* La CREA résultant de la fusion des sections des artistes (CAVAR) et des musiciens (CAVMU), a commencé ses opérations le 1er janvier 1977

**Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse - professions libérales**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
(1) 1978	26 661	5 785	4,61	1 966	-	2 390	3,82
...							
1990	44 832	10 903	4,11	843	664	2 941	3,62
(2) 1991	47 372	11 836	4,00	727	774	3 100	3,54
1992	46 033	11 919	3,86	598	801	3 071	3,42
1993	46 300	12 985	3,57	526	896	3 205	3,17
1994	48 676	14 240	3,42	452	986	3 329	3,06
1995	51 324	15 520	3,31	380	1 045	3 443	2,98
1996	55 588	16 770	3,31	323	1 116	3 570	3,00
1997	59 365	18 004	3,30	269	1 175	3 743	2,99
1998	63 168	19 153	3,30	198	1 234	3 917	2,99
1999	68 883	20 447	3,37	160	1 281	4 134	3,06
(3) 2000	73 252	22 641	3,24	155	1 390	4 726	2,93
2001	75 525	23 715	3,18	131	1 404	4 857	2,89
2002	82 500	25 205	3,27	108	1 370	5 103	2,97
2003	88 528	26 696	3,32	80	1 359	5 300	3,02
(4) 2004	134 967	33 881	3,98	72	1 403	5 978	3,66
2005	140 802	35 685	3,95	55	1 350	6 029	3,64
2006	157 049	37 485	4,19	45	1 305	6 335	3,86
2007	172 198	40 100	4,29	34	1 243	6 910	3,95
2008	185 991	44 518	4,18	31	1 197	7 295	3,86
2009	208 466	48 261	4,32	28	1 145	7 621	4,00
2010	208 386	52 694	3,95	22	1 071	8 041	3,67
2011	211 047	55 072	3,83	19	987	8 441	3,56
2012	210 209	58 254	3,61	17	889	8 620	3,36
2013	215 717	62 622	3,44	14	835	9 002	3,21
2014	216 797	65 573	3,31	13	787	9 310	3,09
2015	213 617	69 657	3,07	0	730	9 735	2,87
2016	207 769	74 007	2,81	0	637	10 429	2,62
* 2017	223 457	79 440	2,81	0	566	10 980	2,63
2018	235 576	87 013	2,71	0	506	11 201	2,54
2019	226 526	94 974	2,39	0	451	11 585	2,25

(1) La CIPAV résultant de la fusion des sections des architectes et des ingénieurs et techniciens, a commencé ses opérations le 1er janvier 1978

(2) A compter du 1er janvier 1992, les conseillers juridiques ont quitté la CIPAV pour la CNBF

(3) A compter du 1er janvier 2000, les géomètres relèvent de la CIPAV

(4) A compter du 1er janvier 2004, les ressortissants de la CREA ont rejoint la CIPAV

\* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

**Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse - micro-entrepreneurs**

Exercice	Affiliés *			Affiliés cotisants réels **	Allocataires	
	Hommes	Femmes	Total		Droits propres	Droits dérivés
2009	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2010	n.d.	n.d.	n.d.	43 541	n.d.	-
2011	124 041	80 566	204 607	71 680	1 611	-
2012	127 607	86 583	214 190	86 239	1 719	-
2013	148 375	114 616	262 991	101 076	3 080	-
2014	155 970	126 519	282 489	112 455	4 471	-
2015	161 147	135 488	296 635	134 812	5 898	-
2016	164 421	144 274	308 695	211 335	7 537	112
2017	158 440	174 847	333 287	290 204	9 080	103
2018	162 356	149 429	311 785	(1) 260 000	10 002	127
2019	124 870	118 234	243 104	(1) 205 000	10 442	178

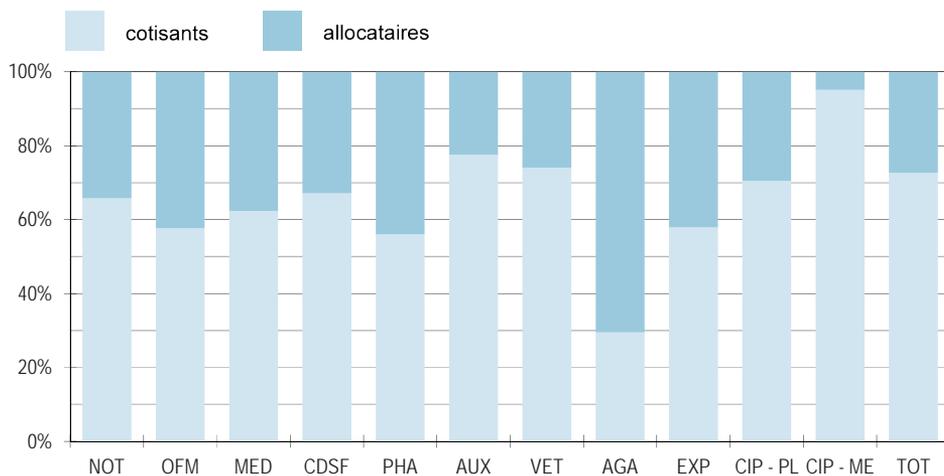
\* Nombre de micro-entrepreneurs affiliés à la CNAVPL (source CIPAV)

\*\* Nombre de micro-entrepreneurs cotisants économiquement actif à la CNAVPL (source ACOSS mis à jour rétroactivement) :

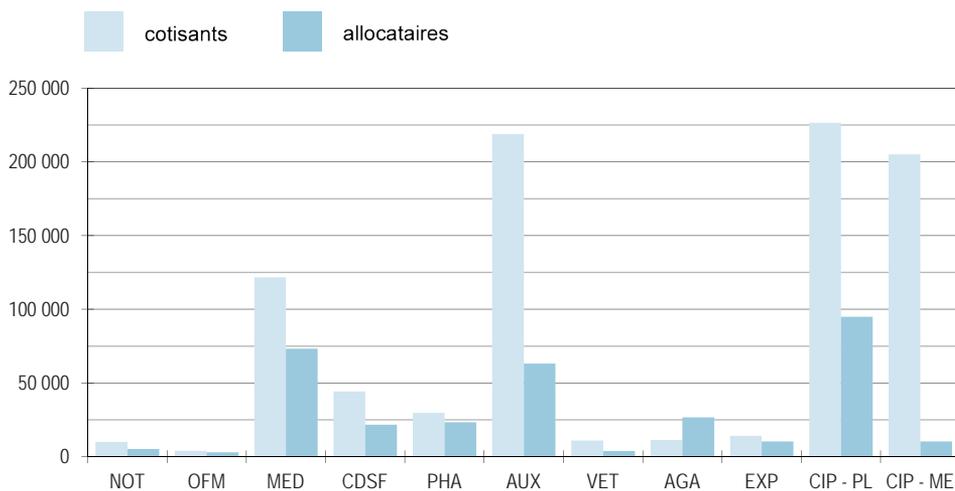
- De 2009 à 2015 : micro-entrepreneurs ayant un chiffre d'affaire > 200 heures de SMIC et hors ACCRE.
- En 2016 : micro-entrepreneurs ayant un chiffre d'affaire non nul et hors ACCRE
- A partir de 2017 : micro-entrepreneurs ayant un chiffre d'affaire non nul et y compris ACCRE
- (1) Estimation CNAVPL

## ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE DONNEES STATISTIQUES

**Répartition des cotisants et des allocataires au 30 juin 2019**



**Nombre de cotisants et d'allocataires au 30 juin 2019**



**Statistiques des mouvements**

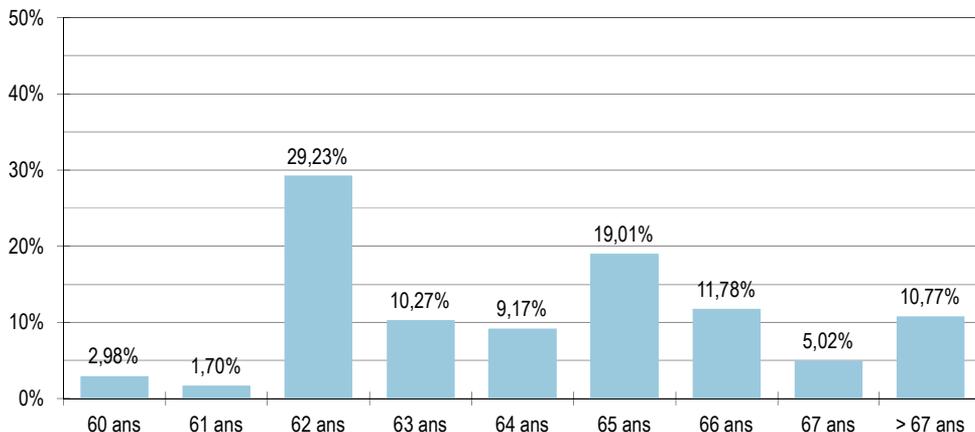
<b>Régime de base effectif au 30.06</b>		2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Immatriculations nouvelles</b>	CPRN	341	359	420	207	228	452	1 642	736
	CAVOM	94	54	67	78	80	68	126	159
	CARMF	3 582	3 740	4 356	4 574	4 591	4 974	5 531	5 777
	CARCDSF	1 042	1 292	1 510	1 773	1 893	1 696	1 836	2 024
	CAVP	1 300	932	848	803	796	909	918	998
	CARPIMKO	11 962	12 217	12 669	13 437	14 254	14 335	14 114	13 377
	CARPV	427	472	551	509	534	359	270	289
	CAVAMAC	647	665	703	743	611	636	585	682
	CAVEC	379	270	238	269	248	481	429	450
	CIPAV - PL	12 797	13 892	9 862	12 216	11 302	7 423	10 293	7 622
	CIPAV - ME	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	81 906	108 470	66 231	399
	<b>32 571</b>	<b>33 893</b>	<b>31 224</b>	<b>34 609</b>	<b>116 443</b>	<b>139 803</b>	<b>101 975</b>	<b>32 513</b>	
<b>Liquidations titulaires</b>	CPRN	280	275	332	237	210	417	347	292
	CAVOM	231	195	165	158	147	126	209	146
	CARMF	4 884	5 094	5 586	5 993	5 624	5 120	5 542	5 274
	CARCDSF	1 473	1 518	1 246	1 326	1 224	1 076	1 169	1 366
	CAVP	1 513	1 276	1 212	1 271	1 206	1 290	1 534	1 581
	CARPIMKO	3 872	3 677	3 799	4 143	3 921	3 794	4 504	4 816
	CARPV	210	198	219	226	191	198	215	198
	CAVAMAC	1 365	1 339	1 054	1 085	932	780	853	819
	CAVEC	619	638	585	604	580	543	549	641
	CIPAV - PL	4 069	7 597	5 291	6 963	6 271	7 203	9 781	9 752
	CIPAV - ME	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 252	1 572	620	423
	<b>18 516</b>	<b>21 807</b>	<b>19 489</b>	<b>22 006</b>	<b>21 558</b>	<b>22 119</b>	<b>25 323</b>	<b>25 308</b>	
<b>Liquidations conjoints survivants</b>	CPRN	54	76	76	66	66	52	64	67
	CAVOM	43	50	32	49	52	35	24	24
	CARMF	730	727	796	720	733	855	742	770
	CARCDSF	216	166	138	155	182	176	200	151
	CAVP	153	147	140	148	161	150	162	131
	CARPIMKO	232	213	205	244	235	185	235	278
	CARPV	82	79	70	72	71	68	71	73
	CAVAMAC	707	758	523	589	390	375	366	354
	CAVEC	103	132	116	111	145	84	34	102
	CIPAV - PL	569	887	619	841	1 182	1 032	756	912
	CIPAV - ME	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	21	48	29	56
	<b>2 889</b>	<b>3 235</b>	<b>2 715</b>	<b>2 995</b>	<b>3 238</b>	<b>3 060</b>	<b>2 683</b>	<b>2 918</b>	

## Âges moyens

Régime de base au 30.06	Âge moyen à l'immatriculation							
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
CPRN	36,00	36,64	37,64	36,79	36,50	36,93	37,40	37,40
CAVOM	35,27	33,93	34,03	33,72	34,08	34,21	33,24	35,14
CARMF	38,87	38,46	38,03	37,53	37,60	37,30	36,65	36,65
CARCDSF	29,94	29,45	29,68	29,50	28,73	29,12	28,70	28,70
CAVP	35,92	35,79	35,33	35,26	35,33	35,62	35,69	35,69
CARPIMKO	32,26	31,86	31,61	31,54	31,38	31,25	31,42	31,42
CARPV	31,65	32,11	31,40	31,66	32,40	30,68	30,90	30,90
CAVAMAC	38,90	38,52	39,50	39,60	39,70	39,70	39,55	39,55
CAVEC	37,87	35,56	36,11	36,52	36,48	37,56	36,90	36,90
CIPAV - PL	39,83	38,93	38,04	38,41	37,59	34,35	37,15	37,15
CIPAV - ME	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	37,07	36,85	35,86	35,86
<b>MOYENNE</b>	<b>36,27</b>	<b>35,72</b>	<b>34,84</b>	<b>34,99</b>	<b>36,29</b>	<b>36,06</b>	<b>35,32</b>	<b>35,32</b>
Régime de base Titulaires au 30.06	Âge moyen à la liquidation							
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
CPRN	64,00	64,70	65,26	65,65	65,60	68,38	66,31	66,31
CAVOM	64,82	64,86	65,12	65,86	65,35	66,08	65,70	66,76
CARMF	65,25	65,40	65,49	65,54	65,59	65,73	65,69	65,69
CARCDSF	64,78	64,77	64,36	64,38	64,62	64,29	64,24	64,24
CAVP	63,84	64,13	64,18	64,01	64,15	64,32	64,63	64,63
CARPIMKO	63,36	63,67	63,73	63,65	63,82	63,94	63,75	63,75
CARPV	64,14	64,14	64,33	64,55	64,31	64,40	64,00	64,00
CAVAMAC	63,00	63,16	63,80	63,70	64,50	64,90	64,80	64,80
CAVEC	64,00	64,08	64,07	63,80	64,33	65,54	64,04	64,04
CIPAV - PL	63,91	64,24	64,38	64,48	64,60	64,79	64,91	64,91
CIPAV - ME	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	64,04	64,43	64,62	64,62
<b>MOYENNE</b>	<b>64,16</b>	<b>64,38</b>	<b>64,54</b>	<b>64,55</b>	<b>64,66</b>	<b>64,88</b>	<b>64,81</b>	<b>64,81</b>
Régime de base Conjoints survivants au 30.06	Âge moyen à la liquidation							
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
CPRN	76,00	76,49	77,67	77,55	77,44	77,75	78,09	78,09
CAVOM	75,19	72,90	73,31	76,37	74,81	74,80	73,46	77,38
CARMF	73,94	74,33	73,36	74,37	73,93	72,09	71,45	71,45
CARCDSF	75,65	74,51	73,75	76,31	75,08	75,10	75,07	75,07
CAVP	75,64	76,33	78,37	74,32	75,22	76,88	77,12	77,12
CARPIMKO	68,45	68,96	69,57	68,50	69,20	69,92	69,40	69,40
CARPV	77,32	76,36	75,53	77,28	76,56	79,13	76,00	76,00
CAVAMAC	73,90	74,17	76,40	75,40	83,70	83,40	84,00	84,00
CAVEC	77,25	76,86	76,36	75,56	74,83	76,33	77,63	77,63
CIPAV - PL	71,92	70,65	72,77	71,62	72,03	69,88	73,43	73,43
CIPAV - ME	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	64,90	66,75	64,31	64,31
<b>MOYENNE</b>	<b>73,58</b>	<b>73,22</b>	<b>74,11</b>	<b>73,64</b>	<b>74,32</b>	<b>73,32</b>	<b>74,45</b>	<b>74,45</b>

## Liquidation des pensions

### ► Répartition par âge du flux de personnes ayant liquidé leur pension du régime de base en 2019



Note : les liquidations avant 60 ans ont été exclues du graphique, compte tenu de leur caractère très marginal dans le régime de base des professions libérales, 16 en 2019, soit 0,06 % du flux.

### ► Flux de liquidation

Le tableau ci-dessous présente la part des personnes ayant liquidé leur pension du régime de base en 2019 avec décote, surcote et au taux plein. Il indique également la part des personnes ayant liquidé leur pension au taux plein lorsque celui-ci a été obtenu par la durée d'assurance tous régimes confondus, c'est à dire avant 65 ans.

Flux de liquidation 2019	Décote	Surcote	Taux plein	Taux plein durée
CPRN	20,55%	64,38%	15,07%	3,42%
CAVOM	22,60%	69,18%	8,22%	0,00%
CARMF	17,69%	54,04%	28,27%	7,41%
CARCDSF	34,70%	30,60%	34,70%	7,03%
CAVP	34,98%	35,99%	29,03%	12,78%
CARPIMKO	16,69%	38,06%	45,25%	23,92%
CARPV	49,49%	24,24%	26,26%	9,60%
CAVAMAC	18,44%	29,55%	52,01%	32,11%
CAVEC	9,67%	55,38%	34,95%	18,72%
CIPAV - PL	16,02%	32,89%	51,10%	27,36%
CIPAV - ME	21,04%	26,24%	52,72%	22,93%
	<b>19,04%</b>	<b>39,20%</b>	<b>41,75%</b>	<b>19,83%</b>

Note de lecture : 49,49 % des vétérinaires qui ont liquidé leur pension du régime de base en 2019 ont vu leur pension minorée par une décote ; 55,38 % des experts comptables qui ont liquidé leur pension du régime de base en 2019 ont bénéficié d'une surcote et 51,10 % des affiliés de la CIPAV qui ont liquidé leur pension du régime de base en 2019 ne se sont vus appliquer ni décote, ni surcote.

**Affiliés volontaires, affiliés des DOM**

Affiliés volontaires et des DOM au 30.06	Cotisants volontaires		Cotisants des DOM		Retraités titulaires des DOM		Conjoints survivants des DOM	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
CPRN	1	1	105	110	43	45	5	5
CAVOM	3	nd	nd	20	24	nd	9	nd
CARMF	37	33	2 912	2 964	752	775	89	94
CARCDSF	13	12	1 359	1 393	196	213	25	19
CAVP	114	119	788	782	294	310	18	18
CARPIMKO	219	186	8 653	9 106	665	742	16	18
CARPV	16	13	157	159	25	22	1	2
CAVAMAC	-	-	47	50	98	97	18	18
CAVEC	26	26	357	371	58	65	6	7
CIPAV - PL	615	625	5 946	5 426	350	407	21	23
CIPAV - ME	212	176	4 525	3 508	75	93	1	1
	<b>1 256</b>	<b>1 191</b>	<b>24 849</b>	<b>23 889</b>	<b>2 580</b>	<b>2 769</b>	<b>209</b>	<b>205</b>

Affiliés volontaires et des DOM au 30.06 (*)	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Cotisants volontaires	1 449	1 298	1 037	1 083	1 181	1 091	1 095	1 062	929	989
Cotisants des DOM	11 496	12 576	13 532	13 908	14 885	15 936	16 873	17 365	17 534	19 322
Allocataires des DOM	841	944	1 077	1 199	1 358	1 529	1 706	1 896	2 072	2 300
Conj. coexistants, MCC des DOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conjoints survivants des DOM	169	119	135	143	155	165	173	166	183	197

(\*) L'historique ne prend pas en compte les chiffres des micro-entrepreneurs

**Répartition hommes - femmes et cotisants - retraités**

Régime de base au 30.06.2019	Affiliés en exercice		Allocataires droits propres	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
CPRN	6 032	4 039	4 798	445
CAVOM	2 591	1 388	2 479	467
CARMF	74 601	48 653	56 013	17 277
CARCDSF	21 332	23 261	14 102	7 570
CAVP	13 724	16 158	9 712	13 699
CARPIMKO	62 986	159 526	15 568	47 619
CARPV	6 506	4 493	3 585	253
CAVAMAC	9 189	2 017	21 891	4 874
CAVEC	10 674	3 525	9 091	1 196
CIPAV - PL	149 667	77 432	69 912	25 062
CIPAV - ME	124 870	118 234	7 474	2 968
	<b>482 172</b>	<b>458 726</b>	<b>214 625</b>	<b>121 430</b>
Affiliés en exercice Dont bénéficiaires	940 898 Report, malades : 6 361 Cotisants réels : 896 433		Allocataires réels : 336 055	

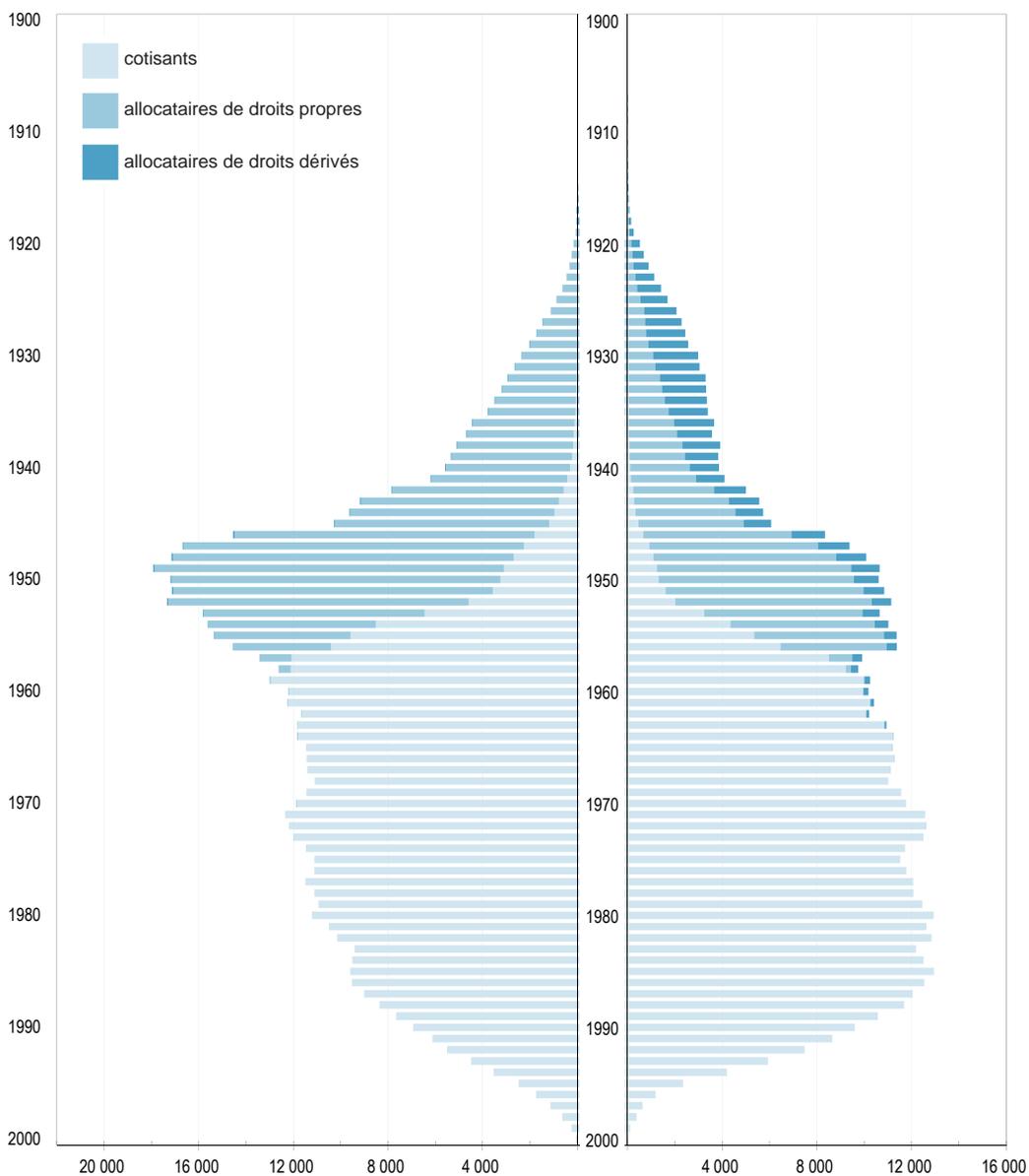
### Répartition hommes - femmes

Régime de base effectif au 30.06		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Femmes	CPRN	2 163	2 295	2 414	2 556	2 672	2 732	2 823	3 546
	CAVOM	1 275	1 168	1 175	1 193	1 212	1 249	1 262	1 319
	CARMF	40 140	40 962	41 777	42 853	43 935	44 815	45 924	47 272
	CARCDSF	17 030	17 541	18 082	19 347	20 256	21 160	21 806	22 514
	CAVP	17 086	17 153	17 080	17 013	16 888	16 638	16 462	16 292
	CARPIMKO	110 595	116 678	122 673	129 118	135 527	142 291	148 748	154 411
	CARPV	2 997	3 177	3 406	3 642	3 839	4 050	4 220	4 324
	CAVAMAC	1 719	1 713	1 712	1 763	1 853	1 901	1 965	2 021
	CAVEC	3 895	2 708	2 824	2 937	3 074	3 166	3 341	3 431
	CIPAV - PL	66 902	66 810	68 982	70 101	70 573	70 534	74 458	79 516
	CIPAV - ME	80 566	86 583	114 616	126 519	135 488	144 274	158 440	149 429
	<b>344 368</b>	<b>356 788</b>	<b>394 741</b>	<b>417 042</b>	<b>435 317</b>	<b>452 810</b>	<b>479 449</b>	<b>484 075</b>	
Hommes	CPRN	6 143	6 085	6 010	5 931	5 870	5 788	5 632	5 892
	CAVOM	3 356	3 069	3 018	2 948	2 901	2 845	2 759	2 669
	CARMF	85 337	84 089	82 739	81 446	80 011	78 329	77 168	75 955
	CARCDSF	22 858	22 674	22 353	22 419	22 259	21 977	21 847	21 545
	CAVP	15 206	15 080	14 920	14 731	14 557	14 365	14 196	13 954
	CARPIMKO	48 482	50 110	51 888	53 781	55 452	57 552	59 620	61 756
	CARPV	6 987	6 950	6 892	6 878	6 826	6 767	6 724	6 580
	CAVAMAC	10 660	10 457	10 190	10 073	9 965	9 717	9 562	9 345
	CAVEC	14 851	11 168	11 138	11 122	11 175	11 012	10 958	10 786
	CIPAV - PL	149 027	149 473	153 558	153 324	150 167	144 592	149 708	156 741
	CIPAV - ME	124 041	127 607	148 375	155 970	161 147	164 421	174 847	162 356
	<b>486 948</b>	<b>486 762</b>	<b>511 081</b>	<b>518 623</b>	<b>520 330</b>	<b>517 365</b>	<b>533 021</b>	<b>527 579</b>	
Affiliés en exercice	CPRN	8 306	8 380	8 424	8 487	8 542	8 520	8 455	9 438
	CAVOM	4 631	4 237	4 193	4 141	4 113	4 094	4 021	3 988
	CARMF	125 477	125 051	124 516	124 299	123 946	123 144	123 092	123 227
	CARCDSF	39 888	40 215	40 435	41 766	42 515	43 137	43 653	44 059
	CAVP	32 292	32 233	32 000	31 744	31 445	31 003	30 658	30 246
	CARPIMKO	159 077	166 788	174 561	182 899	190 979	199 843	208 368	216 167
	CARPV	9 984	10 127	10 298	10 520	10 665	10 817	10 944	10 904
	CAVAMAC	12 379	12 170	11 902	11 836	11 818	11 618	11 527	11 366
	CAVEC	18 746	13 876	13 962	14 059	14 249	14 178	14 299	14 217
	CIPAV - PL	215 929	216 283	222 540	223 425	220 740	215 126	224 166	236 257
	CIPAV - ME	204 607	214 190	262 991	282 489	296 635	308 695	333 287	311 785
	<b>831 316</b>	<b>843 550</b>	<b>905 822</b>	<b>935 665</b>	<b>955 647</b>	<b>970 175</b>	<b>1 012 470</b>	<b>1 011 654</b>	

# Répartition hommes - femmes au 30 juin 2019

**Hommes**

**Femmes**



### Affiliés CCPL

Conjoints collaborateurs au 30.06.2019	Cotisants			Retraités		Âge moyen			
	Femmes	Hommes	Total	Droits propres	Droits dérivés	Immatriculation		Liquidation	
						2018	2019	2018	2019
CPRN	35	23	58	36	-	36,71	38,25	67,00	64,33
CAVOM	18	4	22	24	-	36,88	39,00	63,00	-
CARMF	1 237	151	1 388	2 267	6	49,43	48,65	65,23	65,22
CARCDSF	289	42	331	243	-	43,08	43,20	63,00	64,70
CAVP	279	144	423	554	8	50,31	49,70	63,99	68,25
CARPIMKO	345	78	423	387	1	40,69	46,43	63,00	64,08
CARPV	47	6	53	17	-	-	41,60	67,00	66,10
CAVAMAC	185	8	193	514	2	43,00	41,50	63,20	63,10
CAVEC	94	8	102	103	-	48,40	43,86	64,67	-
CIPAV	660	97	757	298	-	46,23	44,45	65,69	63,50
	<b>3 189</b>	<b>561</b>	<b>3 750</b>	<b>4 443</b>	<b>17</b>	<b>46,47</b>	<b>46,14</b>	<b>64,56</b>	<b>65,17</b>

Conjoints collaborateurs		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Cotisants au 30.06	CPRN	29	29	30	34	36	38	39	41	42	45
	CAVOM	30	32	29	29	29	26	26	25	23	25
	CARMF	2 157	2 122	2 093	2 042	1 968	1 861	1 756	1 648	1 601	1 471
	CARCDSF *	285	311	328	333	329	332	329	333	343	344
	CAVP	443	698	669	646	632	603	579	557	519	476
	CARPIMKO	504	520	500	502	499	475	458	454	432	420
	CARPV	51	59	58	59	57	53	52	53	58	53
	CAVAMAC	412	384	360	342	315	302	275	255	243	220
	CAVEC	109	119	122	117	120	114	116	117	105	99
	CIPAV	856	883	1 086	1 064	1 079	1 037	991	916	850	811
	<b>4 876</b>	<b>5 157</b>	<b>5 275</b>	<b>5 168</b>	<b>5 064</b>	<b>4 841</b>	<b>4 621</b>	<b>4 399</b>	<b>4 216</b>	<b>3 964</b>	
Retraités droits propres au 30.06	CPRN	13	17	18	19	24	26	28	29	31	33
	CAVOM	18	18	15	19	20	19	21	22	23	31
	CARMF	695	784	912	1 047	1 181	1 357	1 564	1 760	1 916	2 092
	CARCDSF *	51	61	67	104	126	150	193	201	216	228
	CAVP	177	193	226	270	304	342	383	416	465	511
	CARPIMKO	99	119	149	172	203	231	266	296	330	362
	CARPV	-	-	5	7	8	10	14	14	14	15
	CAVAMAC	240	269	304	339	368	392	420	420	452	478
	CAVEC	42	42	47	58	66	70	75	82	106	103
	CIPAV	206	215	222	230	237	251	260	274	290	296
	<b>1 541</b>	<b>1 718</b>	<b>1 965</b>	<b>2 265</b>	<b>2 537</b>	<b>2 848</b>	<b>3 224</b>	<b>3 514</b>	<b>3 843</b>	<b>4 149</b>	

\* A compter du 1er janvier 2009, les ressortissants de la CARSAF ont rejoint la CARCDSF

Conjoints collaborateurs au 30.06	Âge moyen à l'immatriculation					Âge moyen à la liquidation				
	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017
CPRN	44,83	44,00	49,67	51,00	43,25	62,75	63,67	64,00	65,00	67,50
CAVOM	-	-	-	-	-	63,15	-	66,35	65,20	65,20
CARMF	48,48	49,63	49,83	50,04	49,93	64,61	65,00	64,92	65,20	65,03
CARCDSF	44,42	42,00	45,00	44,89	46,04	64,54	65,00	64,15	63,80	64,00
CAVP	47,56	47,63	47,49	49,76	51,01	63,41	65,07	63,75	63,28	64,10
CARPIMKO	45,68	44,83	48,08	44,23	43,53	64,41	63,44	63,61	64,14	64,41
CARPV	46,59	54,85	-	40,79	46,50	65,37	-	63,30	-	-
CAVAMAC	40,00	48,20	42,18	41,40	43,60	64,06	63,80	63,34	63,10	61,60
CAVEC	42,22	41,76	47,61	51,08	51,33	64,77	63,60	64,00	63,83	64,25
CIPAV	45,37	43,72	45,79	46,48	45,29	65,19	63,07	63,33	63,59	64,28
MOYENNE	<b>46,57</b>	<b>47,49</b>	<b>47,96</b>	<b>47,42</b>	<b>48,16</b>	<b>64,38</b>	<b>64,65</b>	<b>64,37</b>	<b>64,37</b>	<b>64,36</b>

Conjoints collaborateurs au 30.06	Immatriculations nouvelles					Liquidations titulaires				
	2015	2016	2017	2018	2019	2015	2016	2017	2018	2019
CPRN	3	4	4	7	<b>16</b>	4	1	4	1	<b>3</b>
CAVOM	0	1	0	1	<b>2</b>	2	1	1	2	<b>0</b>
CARMF	114	111	108	87	<b>96</b>	216	211	178	196	<b>195</b>
CARCDSF	15	19	17	17	<b>25</b>	23	29	9	16	<b>17</b>
CAVP	30	31	23	20	<b>13</b>	44	36	56	54	<b>40</b>
CARPIMKO	24	31	19	32	<b>23</b>	38	34	35	33	<b>30</b>
CARPV	0	5	2	0	<b>4</b>	3	0	0	1	<b>3</b>
CAVAMAC	17	34	13	5	<b>6</b>	41	72	40	29	<b>39</b>
CAVEC	9	4	3	5	<b>7</b>	6	6	7	3	<b>0</b>
CIPAV	28	29	21	26	<b>11</b>	12	22	23	13	<b>8</b>
	<b>240</b>	<b>269</b>	<b>210</b>	<b>200</b>	<b>203</b>	<b>389</b>	<b>412</b>	<b>353</b>	<b>348</b>	<b>335</b>

Liquidation conjoints survivants en 2016 : CAVP (1), CRN (2), CAVAMAC (1) - en 2017 : CPRN (3), CAVAMAC (1) - en 2018 : CPRN (2) - en 2019 : CPRN (3), CARMF (1)

Affiliés CCPL et des DOM au 30.06	Cotisants des DOM				Retraités titulaires des DOM				Conjoints survivants des DOM			
	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019
CPRN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAVOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CARMF	16	16	15	15	6	6	8	<b>8</b>	-	-	-	-
CARCDSF	1	1	1	<b>1</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
CAVP	5	6	5	<b>5</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
CARPIMKO	6	6	6	<b>5</b>	2	2	2	<b>3</b>	-	-	-	-
CARPV	2	2	2	<b>1</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
CAVAMAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAVEC	-	-	-	-	1	1	1	<b>1</b>	-	-	-	-
CIPAV	7	7	7	<b>7</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>38</b>	<b>37</b>	<b>38</b>	<b>34</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	-	-	-	-

## ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE GESTION TECHNIQUE

### Dépenses

Régime de base exercice 2018 (en K€)	Prestations	Compensation nationale	Frais administratifs	Action sociale	Pertes sur créances irrécouvrables	Provision pour dépréciation de créances	Divers	Total dépenses
CPRN	39 143	-	1 059	48	0	22	0	<b>40 272</b>
CAVOM	20 870	-	678	45	0	909	0	<b>22 502</b>
CARMF	505 853	-	6 836	400	941	1 823	1	<b>515 853</b>
CARCDSF	158 580	-	3 315	381	642	1 155	0	<b>164 073</b>
CAVP	138 956	-	2 673	303	189	23	1	<b>142 145</b>
CARPIMKO	299 519	-	8 092	961	5 271	15 392	2 476	<b>331 711</b>
CARPV	29 049	-	1 120	92	0	303	0	<b>30 565</b>
CAVAMAC	103 187	-	2 804	278	17	88	0	<b>106 374</b>
CAVEC	66 005	-	1 563	106	431	0	0	<b>68 106</b>
CIPAV	237 274	-	12 854	2 506	9 934	0	54	<b>262 620</b>
CNAVPL (*)	-	986 609	4 992	-	-	-	-	<b>991 601</b>
	<b>1 598 436</b>	<b>986 609</b>	<b>45 986</b>	<b>5 120</b>	<b>17 425</b>	<b>19 715</b>	<b>2 532</b>	<b>2 675 822</b>

(\*) dont 855 M€ de dotation aux investissements

### Ressources

Régime de base exercice 2018 (en K€)	Colisations Titulaires tranche 1	Colisations Titulaires tranche 2	Colisations CCPL tranche 1	Colisations CCPL tranche 2	Autres colisations sociales	Colisations prises en charge par l'Etat	Majorations de retard	Capitaux de rachats	Revenus financiers	Reprise sur provis. techniques	Divers	Total ressources
CPRN	28 091	28 492	83	25	-	392	29	-	-	-	-	57 112
CAVOM	12 219	8 180	52	16	5	8	(19)	-	-	-	-	20 462
CARMF	310 324	210 454	2 826	820	542	88 572	755	-	-	-	149	614 442
CARCDSF	126 409	70 080	614	195	219	56	856	(1)	-	-	16	198 443
CAVP	90 531	46 077	887	263	144	178	87	-	-	-	8	138 175
CARPIMKO	590 423	189 577	731	200	453	2 455	3 830	-	-	-	252	787 921
CARPV	31 587	14 072	74	20	-	143	(1)	-	-	-	-	45 895
CAVAMAC	34 327	19 732	370	127	71	119	95	1	-	-	603	55 447
CAVEC	38 077	19 488	191	61	-	123	144	239	-	831	60	59 214
CIPAV	631 153	142 550	1 222	321	1 158	50 041	11 663	-	-	12 327	166	850 600
CNAVPL	-	-	-	-	-	-	-	-	(25 070)	-	-	(25 070)
	<b>1 893 141</b>	<b>748 702</b>	<b>7 050</b>	<b>2 048</b>	<b>2 592</b>	<b>142 087</b>	<b>17 439</b>	<b>239</b>	<b>(25 070)</b>	<b>13 158</b>	<b>1 254</b>	<b>2 802 641</b>
Résultat												<b>126 819</b>

## ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE RESERVES

En application du 1<sup>er</sup> alinéa du paragraphe IV de l'article 96 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, les sections professionnelles ont transféré à la CNAVPL une fraction des réserves qu'elles géraient au titre du régime d'assurance vieillesse de base, égale à 3 mois de prestations servies au titre de l'année 2002, après application à ce montant du taux de revalorisation pour 2003 de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, soit 157 831 546 €.

*en euros*

Année d'exercice	Réserves régime de base au 31/12	Résultat de l'exercice	Réserves après affectation du résultat	Apport	Transfert
2004	205 850 658,91	68 801 633,56	274 652 292,47		
2005	274 652 292,47	20 871 478,57	295 523 771,04		(156 791,00)
2006	295 366 980,04	122 336 773,93	417 703 753,97	10 000 000,00	
2007	427 703 753,97	69 932 818,27	497 636 572,24		21 260 203,26
2008	518 896 775,50	(5 009 012,45)	513 887 763,05		(229 321,82)
2009	513 658 441,23	126 461 739,42	640 120 180,65		
2010	640 120 180,65	(20 873 798,56)	619 246 382,09		
2011	619 246 382,09	(73 641 659,56)	545 604 722,53		1 373 689,70
2012	546 978 412,23	(102 951 843,11)	444 026 569,12		
2013	444 026 569,12	113 258 109,53	557 284 678,65		
2014	557 284 678,65	124 383 704,91	681 668 383,56		
2015	681 668 383,56	425 938 015,66	1 107 606 399,22		
2016	1 107 606 399,22	634 292 472,77	1 741 898 871,99		
2017	1 741 898 871,99	289 090 760,44	2 030 989 632,43		
2018	2 030 989 632,43	126 818 779,94	2 157 808 412,37		

**Etats des effectifs du régime de base au 30 juin 2019**

EXERCICE 2018	TOTAL	GPRN	CAVOM	CARMF	CARCDSF	CAVP	CARPIMKO	CARPV	CAVAMAC	GAVEC	CIPAV-PL	CIPAV-MIE
<b>AFFILIÉS EN EXERCICE</b>	940 898	10 071	3 979	123 254	44 593	29 882	212 512	10 999	11 206	14 199	227 099	243 104
Moins de 65 ans (nés après le 30-06-1953)	859 112	9 658	3 755	103 952	41 856	27 731	216 956	10 652	10 926	12 455	204 604	216 567
Normaux *	814 032	9 242	3 694	101 929	41 349	27 262	205 304	10 458	10 673	12 211	198 443	193 467
Invalides 100% en exercice *	242	0	0	3	0	0	235	0	0	0	4	0
Bénéficiaires du report (art. L.131-6-1)	1 473	0	0	655	89	0	385	0	0	0	344	0
Exonérés maladie (art. L.642-3)	4 490	0	13	826	189	50	3 248	0	15	5	144	0
Exonérés ACCRE et salariés créateurs d'entreprise *	35 789	415	33	46	173	381	7 511	179	219	85	4 075	22 672
Allocataires-cotisants *	3 086	1	15	493	56	38	273	15	19	154	1 594	428
<b>Plus de 65 ans (nés avant le 30-06-1953)</b>	<b>81 786</b>	<b>413</b>	<b>224</b>	<b>19 302</b>	<b>2 737</b>	<b>2 151</b>	<b>5 556</b>	<b>347</b>	<b>280</b>	<b>1 744</b>	<b>22 495</b>	<b>26 537</b>
Cotisants non allocataires *	52 733	407	135	7 485	1 128	1 592	2 942	176	225	463	14 705	23 475
Invalides 100% en exercice *	5	0	0	0	0	0	3	0	0	0	2	0
Bénéficiaires du report (art. L.131-6-1)	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	65	0
Exonérés maladie (art. L.642-3)	328	0	0	178	70	0	58	0	1	1	20	0
Exonérés ACCRE et salariés créateurs d'entreprise *	114	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	8
Allocataires-cotisants *	28 536	6	89	11 634	1 539	559	2 545	171	54	1 280	7 695	2 964
<b>ALLOCATAIRES TITULAIRES NON-COTISANTS</b>	<b>304 433</b>	<b>5 236</b>	<b>2 842</b>	<b>61 163</b>	<b>20 077</b>	<b>22 814</b>	<b>60 369</b>	<b>3 652</b>	<b>26 692</b>	<b>8 853</b>	<b>85 685</b>	<b>7 050</b>
Avant l'âge légal	1 939	0	9	11	14	8	7	0	2	145	1 743	0
De l'âge légal à 65 ans (nés après le 30-06-1953)	23 832	210	186	2 961	1 149	2 029	6 587	204	1 188	546	8 086	686
Allocataires taux plein	9 563	10	37	645	87	544	3 209	24	419	265	3 807	516
Déportés, prisonniers de guerre	68	0	0	0	67	0	0	0	0	0	0	0
Inaptes	2 389	18	25	407	277	171	937	11	189	21	333	0
Bénéficiaires de décote (art. R.643-7)	7 879	182	69	1 202	591	1 040	1 408	155	365	103	2 632	132
Bénéficiaires de surcote (art. R.643-8)	3 933	0	55	707	127	274	1 032	14	215	157	1 314	38
<b>Plus de 65 ans (nés avant le 30-06-1953)</b>	<b>278 662</b>	<b>5 026</b>	<b>2 647</b>	<b>58 191</b>	<b>18 914</b>	<b>20 777</b>	<b>53 775</b>	<b>3 448</b>	<b>25 502</b>	<b>8 162</b>	<b>75 856</b>	<b>6 364</b>
Allocataires non-cotisants (taux plein)	139 271	1 322	1 085	25 477	10 564	7 839	26 295	3 478	18 029	3 434	40 611	3 237
Bénéficiaires de décote (art. R.643-7)	50 417	2 039	443	7 767	5 069	7 576	11 029	1 596	2 353	1 087	11 431	605
Bénéficiaires de surcote (art. R.643-8)	88 974	1 665	1 119	24 947	3 261	5 362	17 029	474	5 120	3 641	23 814	2 522
<b>TOTAL DES DROITS PROPRES</b>	<b>1 245 331</b>	<b>15 307</b>	<b>6 821</b>	<b>184 417</b>	<b>64 670</b>	<b>52 696</b>	<b>282 881</b>	<b>14 651</b>	<b>37 898</b>	<b>23 052</b>	<b>312 784</b>	<b>250 154</b>
<b>CONJOINTS SURVIVANTS</b>	<b>48 913</b>	<b>1 415</b>	<b>822</b>	<b>12 725</b>	<b>3 987</b>	<b>2 502</b>	<b>2 550</b>	<b>1 272</b>	<b>9 875</b>	<b>2 002</b>	<b>11 585</b>	<b>178</b>
Survivants de moins de 65 ans	2 894	39	210	47	821	129	133	57	344	86	967	61
Survivants de plus de 65 ans	46 019	1 376	775	11 904	3 777	2 373	2 417	1 215	9 531	1 916	10 618	117
<b>TOTAL DES DROITS DÉRIVÉS</b>	<b>48 913</b>	<b>1 415</b>	<b>822</b>	<b>12 725</b>	<b>3 987</b>	<b>2 502</b>	<b>2 550</b>	<b>1 272</b>	<b>9 875</b>	<b>2 002</b>	<b>11 585</b>	<b>178</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 294 244</b>	<b>16 722</b>	<b>7 643</b>	<b>197 142</b>	<b>68 657</b>	<b>55 198</b>	<b>285 431</b>	<b>15 923</b>	<b>47 773</b>	<b>25 054</b>	<b>324 369</b>	<b>250 332</b>
<b>MAJORATIONS POUR CONJOINT A CHARGE</b> (liquidation postérieure à la Loi du 02-01-1984)	<b>2 031</b>	<b>123</b>	<b>0</b>	<b>802</b>	<b>178</b>	<b>74</b>	<b>21</b>	<b>105</b>	<b>277</b>	<b>0</b>	<b>451</b>	<b>0</b>
<b>COTISANTS REELS *</b>	<b>896 433</b>	<b>10 071</b>	<b>3 966</b>	<b>121 590</b>	<b>44 245</b>	<b>29 832</b>	<b>218 821</b>	<b>10 999</b>	<b>11 190</b>	<b>14 193</b>	<b>228 526</b>	<b>(1) 205 000</b>
<b>ALLOCATAIRES REELS</b>	<b>384 968</b>	<b>6 658</b>	<b>3 768</b>	<b>86 015</b>	<b>25 659</b>	<b>25 913</b>	<b>65 373</b>	<b>5 110</b>	<b>36 640</b>	<b>12 289</b>	<b>106 559</b>	<b>10 620</b>
- Droits propres	336 055	5 243	2 946	73 290	21 672	23 411	63 187	3 838	26 765	10 287	94 974	10 442
- Droits dérivés	48 913	1 415	822	12 725	3 987	2 502	2 550	1 272	9 875	2 002	11 585	178
<b>IMMATRICULÉS</b>	<b>1 294 244</b>	<b>16 722</b>	<b>7 643</b>	<b>197 142</b>	<b>68 657</b>	<b>55 198</b>	<b>285 431</b>	<b>15 923</b>	<b>47 773</b>	<b>25 054</b>	<b>324 369</b>	<b>250 332</b>
- Droits propres	1 245 331	15 307	6 821	184 417	64 670	52 696	282 881	14 651	37 898	23 052	312 784	250 154
- Droits dérivés	48 913	1 415	822	12 725	3 987	2 502	2 550	1 272	9 875	2 002	11 585	178

(1) concerne seulement les micro-entrepreneurs économiquement actifs - estimation CNAVPL



[www.cnavpl.fr](http://www.cnavpl.fr)

**CNAVPL**

102, rue de Miromesnil - 75008 Paris  
Tél : 01 44 95 01 50 - Fax : 01 45 61 91 37